

STRATÉGIE DE RELANCE DE LA FILIÈRE CAFÉ 2011-2015



La présente stratégie a été élaborée par les acteurs de la filière café avec l'appui des institutions suivantes

Avec l'appui du Programme Tous ACP Relatif aux Produits de Base Agricoles:

Secrétariat des Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Groupe ACP)



Financé par la Commission Européenne



En collaboration avec :

Le Ministère de l'Agriculture



L'Office National du Café



Le Centre du Commerce International (ITC)



Café Africa International



Pour toute information sur la méthodologie utilisée pour le développement de cette stratégie, veuillez contacter :

Le Centre du Commerce International (ITC)
Section de Compétitivité des Secteurs
Division de développement aux marchés
Tel : +41 22 730 0111
Fax : +41 22 730 0575
Site web : <http://www.intracen.org>
E-mail: sayers@intracen.org

Les appellations et désignations employées dans la présente stratégie n'impliquent pas l'expression ou opinions de la part du Centre du Commerce International au sujet du statut légal des pays, territoires, villes ou régions, leur autorité légal ou de la délimitation de leurs frontières ou limites territoriales.

REMERCIEMENTS

Nos remerciements distingués à son excellence M. Norbert Basengezi Katintima Ministre de l'Agriculture pour son soutien à cette stratégie.

Nous voulons remercier aussi M. Damas Emmanuel Kangwenye, Directeur Général de l'Office National du Café et à travers lui toute son équipe pour leur travail dévoué dans le développement de ce document.

Nous exprimons aussi notre gratitude à M. Thomas Kembola, Secrétaire Général Honoraire du Ministère de l'Agriculture, et Président du Comité National de Suivi de Relance de la filière Café pour son rôle moteur dans ce long processus, ainsi qu'aux autres membres du Comité National de Suivi. Il convient de saluer tout particulièrement la formidable contribution des Comités Provinciaux qui se sont impliqués avec détermination dans cet effort collectif.

Merci également à tous les partenaires, hommes et femmes qui ont rendu ce travail possible : les membres de la filière café congolaise, la Coopération Technique Belge, OXFAM NOVIB, USAID COMPETE et le Fonds Commun pour les Produits de Base (CFC) pour leur soutien.

Image numérique sur la couverture : @Café Africa

Contributions :

Coordination et Supervision

Thomas KEMBOLA KEJUNI, Président du Comité National de Suivi, Secrétaire Général Honoraire au ministère de l'Agriculture

Ian SAYERS, Coordinator, Sector Development Division of Market Development, ITC

John SCHLUTER, Président, Café Africa International

Ky Phong NGUYEN, Responsable des Opérations, Café Africa International

Pascal LUZONZO DOPA, Coordonnateur National, Café Africa RDC

Rédaction

John SCHLUTER, Président, Café Africa International

Ky phong NGUYEN, Responsable des Opérations, Café Africa International

Emile YAMBA YAMBA, Directeur Technique Adjoint/Agronomie, Office National du Café

Joseph KATENGA, Expert à l'Université de Kinshasa

Omer MALEDY, Conseiller Technique, Office National du Cacao et Café (Cameroun)

Cartographie

John SCHLUTER, Président, Café Africa International

Pascal LUZONZO DOPA, Coordonnateur National, Café Africa RDC

Identification des Projets et Evaluation du Coût de la Stratégie

Cyrille BOZEME, Directeur des Etudes, Office National du Café

Boniface TSHANI, Directeur Commercial Adjoint/Transit, Office National du Café

Daniel DIBWE MUNKAMBA, Chercheur à l'Institut National pour l'Etude et la Recherche Agronomique (INERA)

Préface

Cette stratégie est le fruit d'un effort partagé et d'une aventure humaine qui aura duré plusieurs années. La volonté que nous avons de la rendre vraiment participative nous a amené aux quatre coins du Congo, dans sept provinces, au plus proche des producteurs et des membres de la filière. Il me vient à l'esprit cette rencontre à Mbandaka où certains participants ont fait trois jours de pirogue pour participer à la réunion. Ailleurs, au Sud Kivu, certaines cultivatrices ont traversé des zones dangereuses pour pouvoir faire entendre leur voix.

C'est un grand succès en soi que d'avoir mis en évidence le formidable engouement que suscite la culture du café en RDC et d'avoir dans le même temps démontré notre détermination à agir. Tous ont conscience de son potentiel à générer de la richesse en zone rurale, comme de la nécessité de travailler ensemble, gouvernement, ONC, Secteur privé, et acteurs du Développement, afin de donner de la matière aux mots, d'atteindre les objectifs fixés, et de relancer ainsi cette filière qui signifie tant pour notre pays.

Norbert Basengezi Katima

Ministre de l'Agriculture

AVANT PROPOS

Une stratégie qui s'inscrit dans le cadre des programmes gouvernementaux et qui agit en synergie avec les programmes concertés de développement du pays

La République Démocratique du Congo vient de se doter d'une Stratégie de Relance de la Filière Café. Celle-ci vient s'inscrire dans le cadre plus global de l'action gouvernementale et agir en synergie avec ses différents programmes visant au redressement de l'économie nationale, notamment le PMURR et le DSCR.

Elle matérialise la forte volonté des pouvoirs publics de venir appuyer la relance du secteur agricole durement affecté par une chute de la production et des exportations au cours de ces dernières années. Cette volonté s'est encore accentuée face aux récentes perturbations du secteur minier, prouvant l'importance de l'agriculture en tant que secteur stratégique du fait de son importante contribution au Produit Intérieur Brut (PIB) national.

Deux objectifs spécifiques du PMURR concernent tout particulièrement l'agriculture:

- « Redéfinir les méthodes de travail et Développer les grands axes des politiques sectorielles », et ;
- « Mettre en Place un système de financement croissant des initiatives communautaires dans les zones urbaines et rurales ».

Le DSCR, stratégie basée sur les problèmes diagnostiqués, repose sur quatre piliers dont un est lié à l'agriculture : « Améliorer la Gouvernance économique (décentralisation, stabilisation, croissance pro-pauvre) ».

Dans sa note d'orientation stratégique pour le développement de l'agriculture, l'Étude du Secteur Agricole, version finale 2009, recommande ce qui suit : « le défi majeur : assurer la sécurité alimentaire de 116 millions des congolais en 2025 » et « définir des axes stratégiques pour assurer la relance/le développement des cultures industrielles » ;...

Au plus haut niveau, la stratégie de relance de la Filière Café s'insère solidement dans le programme des 5 chantiers de la République à travers tous ses volets : travail, infrastructures, éducation, santé et énergie. Le Code Agricole représente également un outil de travail par excellence pour cette stratégie.

Ainsi, la présente stratégie définit la vision du Gouvernement sur la filière Café de la RDC, traduit les recommandations des acteurs de cette filière et oriente ceux-ci sur la mise en œuvre des activités retenues pour sa relance effective sur terrain.

VISION DE LA STRATEGIE :

Améliorer les performances de la filière Café sur toute la chaîne de valeur et créer des richesses en milieu rural à travers une caféiculture professionnalisée et compétitive

METHODOLOGIE D'ELABORATION DE LA STRATEGIE

Un processus participatif qui s'est basé sur des réunions de concertation dans toutes les provinces productrices (sept provinces sélectionnées) et qui a inclut toute la filière, du planteur jusqu'au Ministre.

La présente stratégie de relance de la filière Café résulte d'un long processus initié il y a plus de 6 ans par la réalisation d'études diagnostics sur les filière d'exportation, et qui a pris corps grâce à la tenue tout récemment de différents ateliers de diagnostic participatif à travers le pays ayant permis aux divers acteurs de la Caféculture d'exprimer leur vision.

Le Gouvernement avait en effet commandé dès 2005 des études des filières agricoles en vue de relancer le plus rapidement possible les cultures pérennes d'exportation. Etaient alors concernées les filières : café robusta, cacao, café arabica, thé, quinquina, huile de palme et hévéa. La réalisation de ces études fut confiée à trois Bureaux d'Etudes Internationaux retenus après appel d'offre de BCECO agissant pour le compte de la Banque Mondiale, bailleur de fonds.

Les Bureaux d'Etudes suivants furent retenus : SECID pour les filières café robusta – cacao, EXPERCO pour les filières café arabica, thé et quinquina et AGRER pour les filières huile de palme et hévéa.

Les études menées à travers le pays de 2005 à 2006 furent assorties de rapports diagnostics ainsi que de rapports finaux de stratégie de relance des filières enquêtées, dûment validés par le Gouvernement.

Les rapports soulignèrent également la prédominance dans l'exploitation caféière des paysans par rapport aux planteurs organisés et agro-industriels, selon une ratio d'environ 95% contre 5%.

Dans leurs rapports finaux, SECID et EXPERCO sollicitèrent l'aide des bailleurs de fonds pour financer la relance des filières enquêtées, principalement dans les zones prioritaires retenues.

Le Ministère de l'Agriculture constata la non exécution des recommandations contenues dans les rapports SECID et EXPERCO, particulièrement sur les filières café et cacao, ces rapports étant restés lettres mortes 4 ans durant.

Pour remédier à cette carence, le Ministère de l'Agriculture, en accord avec l'ONG internationale « Café Africa », et ce dans le cadre d'un partenariat Public-Privé plus large, a décidé d'actualiser les dites études. Un soutien du projet Tous ACP de l'Union Européenne et du Centre du Commerce International a été obtenu.

En 2008 les représentants du Ministère de l'Agriculture et du secteur privé de la RDC avaient en effet participé à une réunion régionale de lancement du Programme Tous ACP. Les secteurs du café et du coton avaient alors été identifiés comme prioritaires en termes d'assistance. Lors de cette phase de lancement, il n'était pas alors prévu de dispositif d'assistance pour la RDC. Ce n'est que lors de la phase II du Programme Tous ACP qu'un appui pour le développement de la stratégie a été intégré avec l'appui et l'assistance technique d'experts camerounais.

Il a dès lors été décidé d'entamer un processus d'élaboration de stratégies nationales sectorielles pour les filières café-cacao de la République Démocratique du Congo; celles-ci

permettant de coordonner les diverses initiatives existantes et à venir et permettant ainsi une intervention en synergie de nouveaux bailleurs.

C'est ainsi que pour matérialiser cette ambition, différents ateliers de consultation des acteurs de ces deux filières ont été organisés successivement dans 6 provinces productrices à l'intérieur du pays puis à Kinshasa, suivant la chronologie ci-après :

- La Réunion de préparation, tenue à Kinshasa le 02 août 2009 au Ministère de l'Agriculture et animée conjointement par le Chef de Cellule de la Réforme du ministère, Dr Alain HUART, et par le Représentant de CAFE AFRICA INTERNATIONAL, Mr Philippe DUBE, Expert International des Filières Café et Cacao et Consultant International dans les études SECID de 2005 et 2006.
- Les Ateliers provinciaux qui ont permis de débattre et de réaliser un diagnostic participatif de l'état de la filière café mais également d'identifier des activités concrètes pour la relance effective de la filière. Ils ont aussi permis de constituer des comités provinciaux de pilotage pour encadrer la mise en œuvre de la relance. Ces ateliers ont duré 2 jours par province, sur la base du calendrier suivant :

	Centres	Dates
1.	Boma/ Bas Congo	13-14 août 2009
2.	Kikwit/Bandundu	18-19 août 2009
3.	Mbandaka/Equateur- Sud	24-25 août 2009
4.	Béni/du Nord-Kivu	01-02 sept 2009
5.	Isiro/ Province Orientale	09-10 sept 2009
6.	Gemena/Équateur-Nord	21-22 sept 2009

- L'Atelier de Synthèse National, organisé à Kinshasa pendant 3 jours (allant du 27 au 29 janvier 2010) et animé par le Modérateur du Ministère de l'Agriculture, Mr Thomas KEMBOLA. Cet atelier de synthèse a réuni 134 participants des secteurs public et privé venus de toutes les provinces productrices du pays et de la ville province de Kinshasa. Les différentes interventions, lors de l'ouverture des travaux, ont insisté sur la nécessité de doter rapidement la RDC d'une stratégie nationale pour la filière café. Cet atelier de synthèse national a permis la mise en commun des éléments identifiés au cours des ateliers provinciaux dans le cadre du processus participatif. Ainsi les acteurs de la filière réunis se sont accordés sur les éléments principaux du contenu des documents de stratégie à rédiger.
- L'Atelier de Rédaction de la Stratégie de Relance de la Filière café en RDC et de son plan de mise en œuvre organisé avec le soutien du Programme AAACP de l'Union Européenne et du Centre du Commerce International. Il s'est tenu à Kinshasa du 16 au 19 juin 2010. L'appui d'un expert camerounais impliqué dans un programme similaire de relance du secteur au Cameroun a permis de définir la vision gouvernementale pour la stratégie, les objectifs, les sous-objectifs et les activités qui seront menées dans le cadre de cette stratégie.

- Les réunions de validation de la stratégie et de renforcement de capacité des comités provinciaux de pilotage :

Centres	Dates
1. Boma/ Bas Congo	02-04 décembre 2010
2. Kikwit/Bandundu	06-08 décembre 2010
3. Gemena/Équateur-Nord	13-15 décembre 2010
6. Mbandaka/Equateur- Sud	16-18 décembre 2010
4. Isiro/ Province Orientale	13-14 janvier 2011
5. Béni/ Nord-Kivu	18-19 janvier 2011
7. Uvira / Sud Kivu	31 janvier -01 février 2011



Table des matières

Résumé de la stratégie	xii
1. Introduction	1
2. États des lieux du secteur café en RDC	2
2.1. Aperçu historique de l'évolution de la filière	2
2.1.1. Evolution de la production et des exportations	2
2.1.2. Marchés du café de RDC	4
2.2. Diagnostic participatif de la caféiculture en RDC	6
2.2.1. Atouts de la Caféiculture Congolaise (Production, Transformation, Commercialisation)	6
2.2.2. Faiblesses de la Filière Café en R.D.Congo	6
2.2.3. Opportunités pour la Filière Café en R.D.Congo	8
2.2.4. Menaces à la Caféiculture Congolaise	8
3. Aperçu du marché international	9
3.1. L'offre et la demande – la perspective 2020	9
3.2. Le prix du café – évolutions et perspectives à moyen terme	11
3.3. Évolution de la production mondiale	12
3.4. Evolutions de la consommation mondiale	14
3.4.1. Marchés traditionnels	14
3.4.2. Marchés émergents	16
3.4.3. Marché des pays producteurs	17
4. Stratégie de relance de la filière café en RDC	18
4.1. Vision stratégique	18
4.2. Justification de la Stratégie	18
4.3. Champ d'activités de la Stratégie	19
4.4. Objectifs et Activités de la Stratégie	20
4.4.1. Objectifs	20
4.4.2. Sous-objectifs	21
4.4.3. Objectifs quantifiés	22
4.4.4. Présentation des activités	22
4.5. Résultats Attendus des Activités de la Stratégie	29
4.5.1. Résultats Attendus et Indicateurs de Performances pour l'objectif 1 : « Améliorer la productivité et la qualité de la récolte »	29
4.5.2. Résultats Attendus et Indicateurs de Performances pour l'objectif 2 : « Améliorer les processus de traitement et de torréfaction »	31
4.5.3. Résultats Attendus et Indicateurs de Performances pour l'objectif 3 : « Améliorer les circuits de commercialisation »	32
5. Plan de mise en œuvre de la Stratégie	33
5.1. Préalable général : améliorer l'environnement global	33
5.2. Activités du plan de mise en œuvre	36
6. Cadre de mise en œuvre de la stratégie	43
6.1. Responsabilités	43
6.2. Approche générale	43

7.	Scenarii possibles d'évolution.....	45
7.1.	Scenario favorable.....	45
7.2.	Scenario défavorable.....	46
Annexe 1 : La chaîne de valeur du café en RDC.....		47
Annexe 2 : Cartographie des provinces impliquées dans le processus de relance du secteur café et disposant de comités provinciaux.....		48
Annexe 3 : Projets en cours pertinents pour la relance du secteur café		49
Annexe 4 : Liste des participants aux ateliers provinciaux et rapports des ateliers (plans d'actions provinciaux)		51
Annexe 5 : Liste des Participants à l'Atelier Conférence - National de Kinshasa au Centre Nganda du 27 Au 29 Janvier 2010.....		52
Annexe 6 : Liste des Participants à l'atelier de Formulation du Plan de Mise en Œuvre de la Stratégie Nationale de Relance de la Filière Café.....		56
Annexe 7 : Liste des Membres Actuels du Comité National de Suivi		57
Annexe 8 : Liste de présences pour la validation de la stratégie par les comités provinciaux		58
Annexe 9 : Principaux mécanismes de commercialisation du café		65
Annexe 10 : Évolutions récentes sur la chaîne de valeur internationale du café		67
Annexe 11 : Estimation possible des coûts de mise en œuvre de la stratégie par les membres du Comité National de Suivi		74
Annexe 12 : Liste indicative des projets prioritaires identifiés dans le cadre de la stratégie		75
Annexe 13: Bibliographie de rapports complémentaires sur le secteur café en RDC.....		76

Liste des tableaux

Tableau1 : Productions et Exportations de café de RDC de 1988 à 2009	3
Tableau 2 : Evolution de la consommation locale du café (Ville de Kinshasa).....	5
Tableau 3 : Dix principaux producteurs et exportateurs de café du monde, 2008/09	13
Tableau 4 : Consommation de café mondiale, 2000 – 2009 (en milliers de sacs de 60 kg) ...	14
Tableau 5 : Consommation de café par les marchés traditionnels, 2000 – 2009	15
Tableau 6 : Consommation de café par les européens, 2008	15
Tableau 7: Consommation de café sur les marchés émergents, 2000 – 2009.....	17
Tableau 8 : Consommation de café par les pays producteurs, 2000 – 2009.....	17
Tableau 9 : Droits à l'importation de certains marchés traditionnels.....	72
Tableau 10 : Objectifs et sous-objectifs de la stratégie	21
Tableau n° 11 : Résultats attendus et indicateurs de performance pour l'objectif 1	30
Tableau n° 12 : Résultats attendus et indicateurs de performance pour l'objectif 2.	31
Tableau n° 13 : Résultats attendus et indicateurs de performance pour l'objectif 3	32

Liste des graphiques

Graphique 1 Evolution de la production et des exportations de café au cours des vingt dernières années (1989 -2009).....	4
Graphique 2 : Prévisions de l'offre et de la demande en café, 2000 à 2020.....	10
Graphique 3: Stocks internationaux de café, 2000 – 2009.....	11
Graphique 4: Évolution des prix du café, 1991 - 2009.....	12
Graphique 5 : Exportations de café de l'Afrique vs. Exportations globales, de 1977/78 à 2007/08.....	13



Abréviations

BAD	: Banque Africaine de Développement
BCECO	: Bureau Central de Coordination
CARG	: Conseil Agricole Rural de Gestion
CDI	: Centre de Développement Intégré
CFC	: Common Fund for Commodities, Fonds Commun des Produits de Base
CMMV	: Centre de Multiplication du Matériel Végétal
DSCR	: Document de Stratégie de la Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
FOB	: Free on Board
INADES	: Institut National de Développement Economique et Social
INERA	: Institut National pour l'Etude et la Recherche Agronomique
MINAF	: Ministère des Affaires Familiales
MINAGRI	: Ministère de l'Agriculture
MINFIN	: Ministère des Finances
MINPLAN	: Ministère du Plan
OIAC	: Organisation Inter Africaine du Café
OIC	: Organisation Internationale du Café
ONATRA	: Office National de Transport
ONC	: Office National du Café
ONCC	: Office National du Cacao et du Café (Cameroun)
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
ONGD	: Organisation Non Gouvernementale de Développement
OP	: Organisation Paysanne
PARSAR	: Programme d'Appui à la Réhabilitation du Secteur Agricole et Rural
PIB	: Produit Intérieur Brut
PMURR	: Programme Multisectoriel de Réhabilitation et de Reconstruction
PRESAR	: Programme de Réhabilitation du Secteur Agricole et Rural
PRODAP	: Projet d'Appui au Programme Régional d'Aménagement du Lac Tanganyika
RDC	: République Démocratique du Congo
RVF	: Régie des Voies Fluviales
SENAFIC	: Service National des Fertilisants
SENASEM	: Service National des Semences améliorées
SNCC	: Société Nationale des Chemins de fer du Congo
SNEL	: Société Nationale d'Electricité
SNV	: Service National de vulgarisation
SYDIP	: Syndicat de Développement Intégré des Paysans

Résumé de la stratégie

Contexte et défis

Alors que les exportations annuelles de café de la RDC atteignaient près de 120 000 tonnes en 1989, elles se sont effondrées lors des vingt dernières années pour atteindre 8 919 tonnes en 2010. Ceci constitue chaque année une perte de revenus d'environ 235 millions de US\$ pour l'économie congolaise. Dans les années 1970 et 1980, les exportations de café dépassaient tous les autres produits agricoles d'exportation en RDC: elles représentaient entre 10 et 15 % de la valeur des exportations totales du pays et entre 70 et 85 % des exportations du secteur agricole. Cet effondrement du secteur café a eu un effet socio-économique négatif dans les zones rurales du pays contribuant au développement de la pauvreté extrême, à l'insécurité alimentaire et au faible accès aux services de base (éducation, santé, eau/assainissement). Le café représentait en effet la principale source d'argent liquide pour les ménages ruraux dans de nombreuses provinces du pays. Cet argent permettait de payer les soins médicaux, les frais d'éducation ou d'investir dans l'amélioration de l'habitat.

La chute des exportations est avant tout liée à une diminution de la production qui peut être expliquée par l'interaction d'un ensemble de facteurs : la libéralisation mal maîtrisée du secteur après 1976, l'incidence de la trachéomycose qui sévit dans les plantations de robusta des 3 provinces (Orientale, Nord-Kivu et Equateur), la baisse persistante des cours du café sur le marché mondial (1999-2003), les conflits armés récurrents ayant entraîné une crise politico-économique pendant plus d'une décennie (1996-2008) auxquels s'ajoutent le délabrement très avancé des voies de communication et des infrastructures, la faiblesse des mécanismes de financement agricole et la quasi disparition des services de vulgarisation et d'encadrement des planteurs.

Opportunités et bénéfices pour la filière

Il est estimé que la mise en œuvre de la stratégie permettra de générer à terme environ **150 million de US\$** annuellement pour l'économie nationale.

L'échéance pour que cette relance soit effective étant de 5 ans, les acteurs de la filière ont retenu pour l'année 2015 les objectifs quantifiés suivants :

- augmentation de la production annuelle au niveau de : **70 000 tonnes (T)**
Dont Robusta 56 000 T et Arabica 14 000 T ;
- augmentation des exportations annuelles : **60 000 T**
Dont Robusta 47 000 T et Arabica 13 000 T ;
- consommation locale annuelle : 10 000 T de café vert.

La stratégie de relance de la filière café en RDC couvre l'ensemble des composantes de la chaîne de valeur: la recherche, la vulgarisation, l'encadrement, la production, la transformation, l'usinage, la commercialisation interne, la torréfaction, et l'exportation. Les bénéficiaires de la présente stratégie sont naturellement l'État, le secteur privé ainsi que tous les acteurs de cette chaîne de valeur, particulièrement les caféiculteurs. Ainsi, la stratégie touchera directement ou indirectement environ **400 000 ménages agricoles soit environ 2.400.000 personnes** vivant du café en milieu rural.

La Stratégie permettra de générer des richesses en milieu essentiellement rural mais également tout au long de la chaîne de valeur. Elle permettra par conséquent la **création ou la réactivation de nombreux emplois** à tous les niveaux de la filière.

Il est attendu que ces nouveaux revenus générés auront un impact socio-économique important et permettront d'améliorer l'accès aux services de base (éducation, santé, habitat, eau/assainissement) des bénéficiaires. La redynamisation de la filière café aura également un effet d'entraînement sur les autres filières en amont comme en aval.

Vision

La vision stratégique développée par la filière a été formulée comme telle :

Améliorer les performances de la filière Café sur toute la chaîne de valeur et créer des richesses en milieu rural à travers une caféiculture professionnalisée et compétitive

Objectifs de la stratégie

Les représentants de la filière café ont exprimé leur volonté de se diriger vers un partenariat public-privé afin d'atteindre les objectifs suivants¹ :

- ***Objectif 1 : Améliorer la productivité et la qualité de la récolte***

La productivité constitue une problématique et reste un défi à relever pour la Filière Café dans la perspective d'une augmentation de la production, du volume des exportations et de la consommation locale. Actuellement, cette productivité oscille autour de 200 kg /ha, alors qu'il existe dans le territoire national du matériel végétal performant qui dispose d'un potentiel de 2.500 à 3.000 kg/ha. Le niveau de productivité actuel ne peut ni améliorer les revenus des producteurs pour atteindre la vision stratégique de la création des richesses, ni rendre le café congolais compétitif. Pour que le café congolais devienne compétitif et puisse permettre de faire vivre son producteur, il faut d'abord relever le défi de l'amélioration de la productivité. Si celle-ci n'est pas améliorée, il y a risque de conversion des producteurs à d'autres activités. Par ailleurs, la qualité du café se travaille dès l'étape de la plantation en améliorant les soins à la récolte et le rendement dépend en grande partie de la qualité de la récolte.

- ***Objectif 2 : Améliorer les processus de traitement et de torréfaction***

La transformation du café, comprise au sens large du mot comme traitement –retraitement, torréfaction, n'est pas en reste dans la crise qui frappe la Filière café en RDC. En effet, les défauts de la qualité du café vert identifiés à travers la chaîne de valeur de la Filière proviennent de la récolte en plantation et de diverses opérations technologiques post-récolte.

Autrefois, alors que les plantations étaient exploitées en majorité par des agro-industriels, la qualité était constituée de types bien identifiés et appréciés sur les marchés internationaux.

¹ Les objectifs, sous-objectifs et activités sont présentés dans leur intégralité dans la partie 4.4 / p. 20

Aujourd'hui, l'hétérogénéité de la production, les plantations étant paysannes à plus de 95%, implique une production de café « hors type ». Le diagnostic à ce sujet fait état de la disparition quasi-totale des qualités supérieures.

De plus, la plupart des usines sont aujourd'hui soit abandonnées, soit fermées faute des pièces de rechange pour entretien ou tout simplement par insuffisance ou manque de matières premières (café) à traiter.

- **Objectif 3 : Améliorer les circuits de commercialisation**

Cet objectif constitue un élément important du processus de relance de la Filière café en RDC. Il touche en effet à la structuration de l'activité économique mais également à l'amélioration de la gouvernance. Le non achat –total ou partiel- du café dans beaucoup de zones de production demeure un goulet d'étranglement important. C'est pourquoi la relance de cette filière devrait démarrer par les achats de café auprès des producteurs qui sont les détenteurs d'intérêt en milieu rural. Passer outre cette conditionnalité, les résultats escomptés pour la relance de la Filière risqueraient d'être décevants. Pour ce qui est des circuits de commercialisation, le marché du café en RDC est libéralisé depuis longtemps, en 1982 précisément. Un certain nombre d'interventions restent à mener pour parachever cette libéralisation vers un modèle propice à l'activité économique.

Cadre de mise en œuvre

La réussite de la stratégie de relance de la filière café dépendra de la capacité des divers acteurs de la filière à agir en coordination, dans le cadre d'une interface entre le secteur public et privé. Plusieurs cadres de concertation permettront de maintenir ce lien :

- Le Comité de Suivi National incluant les principaux partenaires (Ministère, ONC, Exportateurs, Producteurs, Bailleurs, Institutions de Recherche, Agence d'appui technique) sera en charge de la coordination stratégique et de la revue annuelle des principaux progrès enregistrés. Il aura pour mission de recommander des adaptations et amendements dans les activités en cas de dysfonctionnement identifié.
- Les Comités de Pilotage Provinciaux auront pour responsabilité le suivi opérationnel de la mise en œuvre des activités identifiées dans le cadre du plan d'action provincial, déclinaison de la stratégie nationale à l'échelon local. Ils seront les récipiendaires des rapports d'activités rédigés par les agences d'exécution locales sélectionnées.
- L'Agence d'appui technique sera sélectionnée pour ses compétences ainsi que sa connaissance du contexte propre à la RDC. Elle sera chargée de renforcer les capacités du Comité de Pilotage National et des Comités de Pilotage Provinciaux et de les doter des outils méthodologiques nécessaires pour assurer le suivi/évaluation nécessaire (indicateurs, tableaux de bord prospectifs). Elle les accompagnera également au quotidien dans l'accomplissement de leurs fonctions et garantira la bonne utilisation des fonds ainsi que la présence des mécanismes de contrôle financier nécessaires.
- Les projets de mise en œuvre sur le terrain seront exécutés par des acteurs locaux sélectionnés sur la base de leurs capacités à travers un processus compétitif rigoureux et avec l'approbation des acteurs de la filière.

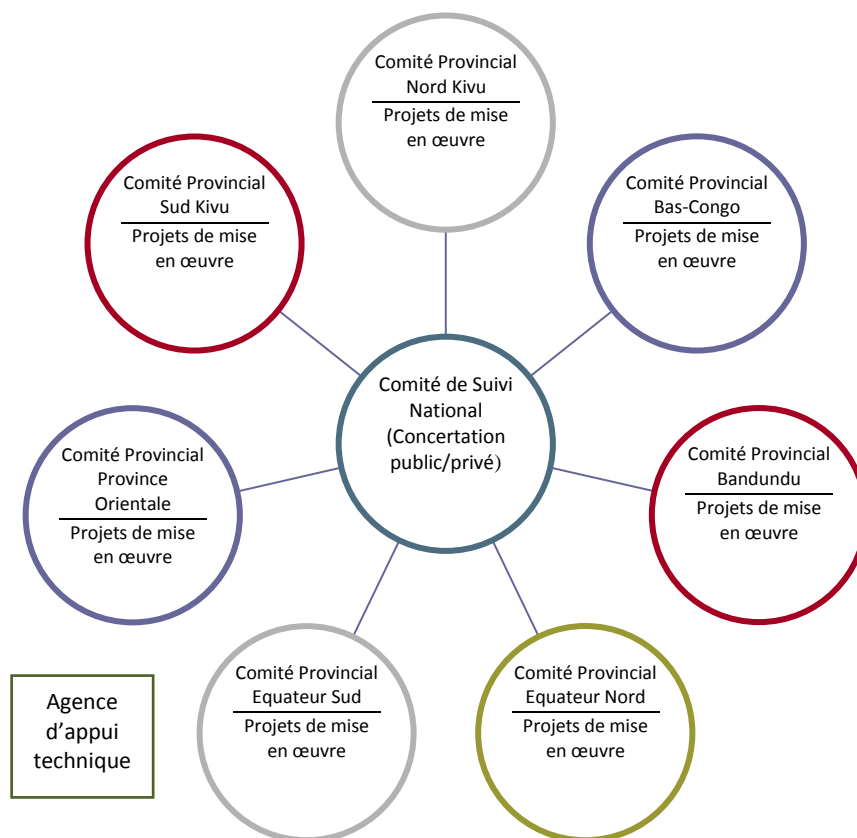


Schéma de mise en œuvre de la stratégie nationale.

L'approche choisie consistera à s'assurer de la réalisation des étapes suivantes :

- 1) l'élaboration et la valorisation des projets de mise en œuvre ;
- 2) les études de faisabilité des projets élaborés sur terrain;
- 3) l'information des autorités territoriales locales dans les zones d'exécution des projets ainsi que la sensibilisation des acteurs concernés par ces projets ;
- 4) la mise à disposition des ressources et des compétences nécessaires ;
- 5) le lancement et l'exécution effective des projets ayant rempli les conditions requises ;
- 6) le suivi et l'évaluation des projets;
- 7) le suivi, l'évaluation et le pilotage de la stratégie nationale

Les huit membres actuels du comité national de suivi sont noté en Annexe 7.

Les priorités d'action de la stratégie (synthèse du plan d'action)

Voici les priorités du secteur café telles qu'identifiées par la filière. Le plan d'action de la stratégie complet se trouve dans la partie 5 p. 33

Objectif 1: Améliorer la productivité et la qualité de la récolte			
SOUS-OBJECTIFS	ACTIONS PRIORITAIRES	BENEFICIAIRES DIRECTS	PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE
1.1 Réhabiliter les structures et renforcer les capacités de la recherche	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation des structures de recherche ; - Enrichissement des collections (prospections locales et introductions raisonnées) ; - Augmentation du nombre de variétés améliorées à diffuser auprès des producteurs (sélection et amélioration variétale) ; - Recherche sur la fabrication des engrais organiques et des pesticides ; - Étude des sols, cartographie agricole ; - Étude des effets du changement climatique sur la productivité du café. 	Producteurs, Chercheurs, Multiplicateurs	Centres de recherches (dont INERA), Ministère de la Recherche, Office National du Café, centres de multiplication.
1.2 Réhabiliter le verger caféier	<ul style="list-style-type: none"> - Recensement du verger existant ; - Mise en place des facilités pour la régénération et l'entretien des plantations existantes (ex.: Plants, Engrais, Agents vulgarisateurs) ; - Élaboration des programmes de régénération du verger caféier. 	Producteurs	Centres de recherches (dont INERA), Ministère de la Recherche, Ministère de l'Agriculture, Services de vulgarisation, Office National du Café, centres de multiplication, Secteur privé, FEC et ONGs.
1.3 Renforcer la vulgarisation et l'encadrement	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des services de vulgarisation (formation, motivation, équipement, ...) ; - Production de supports didactiques en matière de café ; - Promulgation et vulgarisation du Code Agricole. 	Producteurs, Services de vulgarisation	Centres de recherches (dont INERA), Ministère de la Recherche, Ministère de l'Agriculture, Services de vulgarisation, Office National du Café, Secteur privé, FEC et ONGs.

1.4 Faciliter l'accès aux intrants agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement et extension des structures de production et de diffusion de matériel végétal performant ; - Appui technique à la fabrication des engrais et des pesticides organiques; - Allègements fiscaux des intrants et équipements agricoles ; - Approvisionnement régulier en intrants (engrais, pesticides et outillage) de qualité ; - Gestion transparente des subventions de l'Etat et des mesures prises au profit de la production ; 	Producteurs, distributeurs d'intrants	Ministère de l'Agriculture, Office National du Café, Secteur privé, FEC et ONGs.
1.5 Renforcer les capacités organisationnelles des producteurs	<ul style="list-style-type: none"> - Structuration des producteurs au sein des organisations fortes ; - Formation continue en management ; - Consolidation du partenariat entre OP et structures étatiques. 	Producteurs, Organisations de Producteurs, Exportateurs	Ministère de l'Agriculture, Office National du Café, Secteur privé, FEC et ONGs.
1.6 Lutter contre les maladies et les ravageurs	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un programme de surveillance continue des maladies et des ravageurs ; - Gestion intégrée des maladies et principaux ravageurs. 	Producteurs, Services de vulgarisation	Ministère de l'Agriculture, Ministère de la Recherche, Office National du Café, Secteur privé, FEC et ONGs.
1.7 Mettre en place des mécanismes de financement appropriés aux activités de production	<ul style="list-style-type: none"> - Promotion des systèmes de financement adaptés ; - Organisation de concertations avec des banquiers. 	Producteurs, Organisations de Producteurs, Exportateurs	Office National du Café, Secteur privé, FEC dont Exportateurs, Institutions financières.
1.8 Promouvoir le travail des femmes et des jeunes dans la caféiculture	<ul style="list-style-type: none"> - Instauration d'appuis spécifiques aux femmes caféicultrices ; - Affectation et aménagement des terres pour de nouvelles plantations de café pour les jeunes ; - Soutien à la diversification des revenus des caféiculteurs ; 	Producteurs, Population de genre féminin, Jeunes	Ministère de l'Agriculture, Office National du Café, Secteur privé, FEC et ONGs.

	- Instauration de facilités à l'installation des jeunes dans la caféiculture.		
1.9 Mettre en place de nouvelles exploitations	- Identification de nouveaux espaces ; - Mise en place de mesures incitatives ; - Sensibilisation des autorités locales et des populations.	Producteurs, autorités locales	Secteur privé dont Exportateurs, FEC, Ministère de l'Agriculture, Office National du Café

Objectif 2: Améliorer les processus de traitement et de torréfaction			
SOUS-OBJECTIFS	ACTIONS PRIORITAIRES	BENEFICIAIRES DIRECTS	PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE
2.1 Equiper les organisations paysannes (OP) d'infrastructures et outillage de base	- Fourniture généralisée de bâches, tamis et claies de séchage aux producteurs ; - Appui à la construction des aires de séchage et de leurs enclos pour les OP ayant une certaine envergure ;	Producteurs, Organisations de producteurs	Office National du Café, Secteur privé dont Exportateurs, FEC, Appui technique international
2.2 Promouvoir le traitement par voie humide	- Appui à la construction des centres de dépulpage collectifs et des stations de dépulpage-lavage pour la production de cafés lavés ; - Allègements fiscaux sur les équipements neufs des stations de lavage et des usines de décortilage ; - Formation de techniciens à l'entretien des équipements.	Producteurs, Organisations de producteurs, Transformateurs, Exportateurs	Office National du Café, Secteur privé dont Exportateurs, FEC, Appui technique international
2.3 Promouvoir la torréfaction et la consommation locales	- Formation des torréfacteurs aux standards internationaux ; - Organisation de la profession de torréfacteur ; - Allègements fiscaux sur les équipements de torréfaction ; - Développement de campagnes médiatiques sur les vertus du café et les différentes formules de consommation au niveau local ; - Mise en place des kiosques de dégustation ;	Torréfacteurs, consommateurs	Office National du Café, Secteur privé dont Exportateurs, FEC, Appui technique international

	Institution d'un événement promotionnel annuel sur le café.		
2.4 Renforcer les capacités des producteurs dans la transformation	<ul style="list-style-type: none"> - Formation continue des producteurs sur : les pratiques et traitements post récolte (qualité, conditionnement, stockage...) ; - Valorisation des sous produits du café ; - Assistance technique dans la transformation. 	Producteurs, Organisations de producteurs, Transformateurs, Exportateurs	Office National du Café, Secteur privé dont Exportateurs, FEC, Appui technique international
2.5 Réhabiliter les unités de transformation existantes	<ul style="list-style-type: none"> - Inventaire des unités existantes ; - Appui à l'équipement ; - Renforcement des capacités techniques. 	Producteurs, Organisations de producteurs, Transformateurs, Exportateurs	Office National du Café, Secteur privé dont Exportateurs, FEC, Appui technique international

Objectif 3: Améliorer les circuits de commercialisation			
SOUS-OBJECTIFS	ACTIONS PRIORITAIRES	BENEFICIAIRES DIRECTS	PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE
3.1 Doter la filière d'un système d'information performant	- Mise en place d'un système d'information fiable, utilisant SMS, radio, TV, journaux, internet, etc.	Producteurs, Organisations de producteurs, Transformateurs, Exportateurs	Ministère de l'Agriculture, Secteur privé dont Exportateurs, FEC, Office National du Café
3.2 Promouvoir la qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Équipement des OP en outils appropriés (balances, hygromètres..) ; - Formation des producteurs au contrôle de la qualité ; 	Producteurs, Organisations de	Ministère de l'Agriculture, Secteur privé dont Exportateurs, FEC, Office National du Café

	<ul style="list-style-type: none"> - Instauration de mesures visant à primer les meilleurs planteurs (livret des planteurs, Primes..). - Formation des opérateurs à la dégustation afin de prendre conscience de la nécessité d'un travail rigoureux ; - Adaptation des normes nationales aux standards internationaux; 	producteurs, Transformateurs, Exportateurs	
3.3 Promouvoir les bonnes pratiques commerciales	<ul style="list-style-type: none"> - Incitation aux ventes groupées par les organisations de producteurs ; - Promotion de partenariats solides entre producteurs et acheteurs. 	Producteurs, Organisations de producteurs, Transformateurs, Exportateurs	Ministère de l'Agriculture, Secteur privé dont Exportateurs, FEC, Office National du Café
3.4 Faciliter le financement des campagnes de commercialisation	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des opérateurs à la dégustation afin de prendre conscience de la nécessité d'un travail rigoureux ; - Appui sous la forme d'un Fonds de garantie pour les crédits de campagne aux producteurs ; 	Producteurs, Organisations de producteurs, Transformateurs, Exportateurs	Ministère de l'Agriculture, Secteur privé dont Exportateurs, FEC, Office National du Café
3.5 Assainir, rationaliser et fluidifier les circuits de commercialisation	<ul style="list-style-type: none"> - Extension du Guichet unique sur tous les points de sortie ; - Élimination de toutes les formes de tracasseries (taxes illicites et barrières diverses) ; - Réduction des charges à l'exportation ; - Facilitation de l'obtention des autorisations. 	Producteurs, Organisations de Producteurs, Exportateurs	Ministère de l'Agriculture, Secteur privé dont Exportateurs, FEC, Office National du Café

1. Introduction

Les exportations de café de la RDC oscillaient entre 1,4 et 2 millions de sacs (84,000 – 120,000 tonnes) dans les années 1980. Aujourd'hui les exportations annuelles n'atteignent plus qu'environ 150,000 sacs (9,000 tonnes) soit une chute de près de 90%.

Les perspectives du marché international du café semblent portant bonnes à moyen terme. En effet, avec un taux annuel de croissance d'environ 2%, il est estimé que la consommation mondiale de café atteindra 170 millions de sacs en 2020, par rapport aux 132 millions de sacs consommés en 2010 (source : Organisation internationale du café, OIC). Cette forte demande représente une opportunité importante pour la RDC, qui pourrait faire du secteur café un moteur de son développement rural. Alors que les prix mondiaux du café semblent partis pour se maintenir à un niveau incitatif dans les années à venir et que la demande mondiale est forte, ceci représente une opportunité unique de pouvoir relancer le secteur du café congolais.

La présente stratégie propose un plan d'action qui a été élaboré par la filière dans son ensemble sur la base d'un large consensus technique. Elle suggère une action coordonnée sur toute l'étendue du territoire pour permettre d'atteindre le seuil critique permettant un réel impact et une amélioration durable de la situation. Des efforts isolés ont en effet peu de chance de générer un réel changement tant les goulets d'étranglement sont nombreux. Il existe en effet une multiplicité de problèmes qui entravent la productivité des plantations, la qualité du café produit et la compétitivité du secteur. Entre autres on peut citer comme défis majeurs au niveau de la production et la transformation post-récolte : le vieillissement du verger et des planteurs, les problèmes d'accès aux intrants de qualité, l'interruption des activités de recherche agricole, le manque du matériel végétal performant, l'absence d'un dispositif de financement approprié, l'absence ou de l'insuffisance des services d'appui, la faiblesse et l'insuffisance des organisations de producteurs, l'enclavement des zones de production, la faible vulgarisation des technologies de transformation post-récolte auprès des producteurs, et l'absence de systèmes d'information dans les filières. Au niveau de la transformation secondaire et la commercialisation on peut citer : l'insuffisance de financement et la cherté des crédits pour les opérations de transformation, l'absence de système d'information sur les marchés, la faible consommation locale du café, et la faible promotion des produits issus de la RDC.

La présente stratégie a été développée grâce au travail dévoué de plusieurs centaines d'acteurs de la filière qui se sont impliqués dans toutes les régions productrices, et demeurent mobilisés pour son succès. Au premier rang de cet effort national, l'Office National du Café et le Ministère de l'Agriculture demeurent les forces motrices de la rénovation d'un secteur qui ne se relèvera que par la redynamisation du secteur privé et de l'entrepreneuriat. Chaque année plus de 150 millions de US\$ pourraient ainsi être générés par la relance de ce secteur, revenu qui permettrait d'améliorer grandement les conditions de vie de centaines de milliers de congolais, notamment en les sortant de l'insécurité alimentaire, mais qui leur donnerait également accès aux services de base auxquels ils aspirent : santé, éducation, eau et assainissement.

2. États des lieux du secteur café en RDC

2.1. Aperçu historique de l'évolution de la filière

2.1.1. Evolution de la production et des exportations

2.1.1.1. La Production

La production de café en RDC s'élevait à environ 60 000 tonnes en 1976, année prise pour référence car elle marque la libéralisation du marché du café (achats et exportations) et la fin du monopole que détenait l'ONC depuis sa création en 1972. C'est cette même année que l'ONC organisa le Congrès de ses agronomes tenu à Kisangani.

La mise en pratique des recommandations issues de ce Congrès, renforcée par le « boom du café » (1975-1978), a permis en son temps une dynamisation de la Filière Café dont les retombées n'ont pas tardé à se faire sentir et cela par l'augmentation sensible de la production observée à partir de 1977 et maintenue pendant plus de 10 ans - avec le pic de 108 030 tonnes atteint en 1986.

Cependant, les statistiques observées ces 20 dernières années accusent une baisse continue de la production tombée jusqu'à 32 329 tonnes en 2006, soit une perte de $\pm 70\%$. L'incidence de la Trachéomycose qui sévit dans les plantations de robusta des 3 provinces (Orientale, Nord-Kivu et Equateur), la baisse persistante des cours du café sur le marché mondial (1999-2003), les conflits armés récurrents ayant entraîné la crise socio-politico-économique pendant plus d'une décennie (1996-2008) auxquels s'ajoutent la libéralisation de l'exploitation artisanale des matières précieuses qui a détourné une partie de la main d'œuvre, le délabrement très avancé des voies de communication et des infrastructures, l'absence d'institution de micro finance ou d'une banque de crédit agricole, l'insuffisance d'encadrement des planteurs, l'enclavement de certaines zones de production de café, l'insécurité généralisée ou la faible taille des exploitations constituent autant de facteurs déterminants de cette chute de la production.

Il convient néanmoins de noter que la chute vertigineuse qu'a connue la production du café semble selon les statistiques officielles s'être interrompue depuis 2007. La situation des exportations a par contre continué à se détériorer.

2.1.1.2. Les Exportations

Les exportations suivent presque fidèlement les évolutions de la production. Elles restent toutefois en sus influencées par les considérations de politique économique mondiale. Ainsi le système de contingentement (distribution des quotas avec usage de timbres) suspendu en 1989, le système de rétention des stocks des années 1990, et la libéralisation du marché sur les exportations actuellement en vigueur, ont à chaque fois eu une influence sur le niveau des exportations.

Après le pic de 1989 (119 320 tonnes), les statistiques indiquent une baisse linéaire à partir de 1990 (101 600 tonnes) jusqu'en 2003 (7.162 tonnes), soit une perte vertigineuse de $\pm 93\%$.

La reprise éphémère des exportations pendant la période de 1994 à 1996 est tout simplement attribuable à la sortie massive des stocks en souffrance à la suite de

l'amélioration des cours sur le marché mondial, mais aussi à l'anticipation de la guerre qui menaçait le pays.

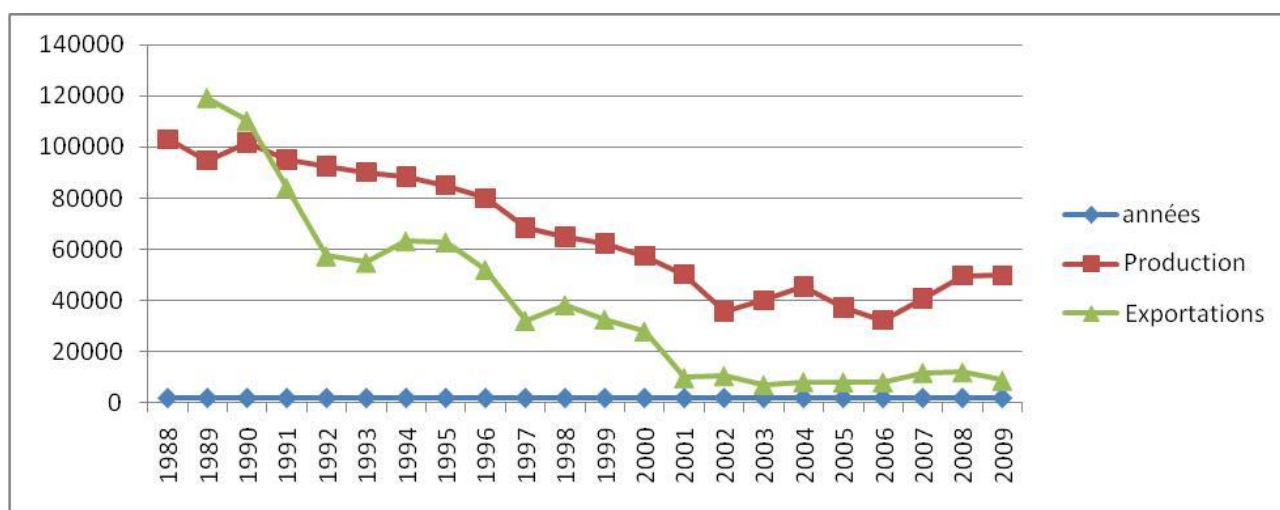
Durant ces 5 dernières années, la tendance haussière indique une reprise timide de la production et des exportations grâce à: la paix retrouvée dans le pays, un début de réorganisation de la filière, ici et là, et l'amélioration des cours du café sur le marché mondial.

Tableau1 : Productions et Exportations de café de RDC de 1988 à 2009

ANNEES	QUANTITES	
	PRODUCTION	EXPORTATIONS
1988	103 080	
1989	94 740	119 320
1990	101 600	110 280
1991	95 000	84 197
1992	92 400	57 511
1993	90 109	54 998
1994	88 348	63 287
1995	85 016	62 932
1996	80 060	52 209
1997	68 572	32 283
1998	65 000	38 403
1999	62 431	32 785
2000	57 385	28 146
2001	50 212	9 906
2002	35 793	10 705
2003	40 143	7 162
2004	45 352	8 332
2005	37 126	8 253
2006	32 329	8 290
2007	40 723	11 922
2008	49 700	12 146
2009	49 846	8 897

Source : Office National de Café « O.N.C »

Graphique 1 Evolution de la production et des exportations de café au cours des vingt dernières années (1989 -2009)



2.1.2. Marchés du café de RDC

2.1.2.1. Les exportations

Les exportations de café vert en provenance de RDC sont principalement destinées aux marchés suivants :

- Pour l'Europe : Italie, France, Belgique, Pays –Bas, Suisse, Allemagne, Angleterre, Espagne, Roumanie, Grèce, Pologne, Slovénie,...
- Pour l'Amérique : Etats-Unis, Panama,...
- Pour l'Afrique : Maroc, Afrique du Sud, Soudan, Tchad, ...

2.1.2.2. La consommation domestique

La consommation domestique de café en RDC est estimée par l'Organisation Internationale du Café à environ 200,000 sacs par an (1,2 M. de tonnes) Ces dernières années, nombre de congolais consomment du café au fur et à mesure qu'ils découvrent ses vertus intrinsèques: la régulation de la tension artérielle par exemple. La majorité de la population congolaise préfère toutefois le thé au café qu'elle considère, à tort, comme plus fort en termes de concentration de la matière active, la caféine. Il est pourtant scientifiquement prouvé que la teneur en caféine des feuilles du théier est plus élevée que celle des grains de caféier, soit 1,10 à 3,60 % contre 0,8 à 2%. Il s'agit probablement d'une question de marketing qu'il faudrait prendre en compte dans le cadre de la relance de la filière.

Un autre fait à signaler est la forte consommation de café importé et notamment de café soluble. Il est consommé par beaucoup de congolais, surtout à Kinshasa. Il provient essentiellement d'Afrique du Sud, de Belgique, d'Italie ou de France.

Une partie de la consommation domestique concerne le café torréfié et moulu localement. En effet, la torréfaction qui est une activité de transformation se pratique presque partout en RDC, essentiellement de manière artisanale. Il existe un problème important de formation et d'encadrement des torréfacteurs artisanaux. L'activité de torréfaction reste largement dominée par des artisans qui mettent sur le marché, principalement par ignorance des bonnes pratiques, du café de mauvaise qualité, parfois même impropre à la consommation, ce qui crée un certain nombre de risques en termes de santé publique. Ces éléments sont de nature à défavoriser la consommation du café local.

On observe néanmoins une tendance croissante à la consommation locale. Faute de données disponibles pour l'ensemble du pays, les chiffres disponibles pour la seule ville de Kinshasa indiquent ci-dessous l'évolution de la consommation locale depuis les 10 dernières années.

Tableau 2 : Evolution de la consommation locale du café (Ville de Kinshasa)

Années	Quantité de café consommée (kg)
2000	218 577
2001	313 781
2002	285 468
2003	271 982
2004	329 942
2005	471 856
2006	524 913
2007	564 159
2008	489 608
2009	290 530

Source : Office National du Café « O.N.C »

Il convient de signaler par ailleurs que la vente du café torréfié et moulu est florissante sur le marché frontalier ou sous-régional, avec les pays voisins. Une quantité inconnue de ce café passe les frontières en contrebande et en l'absence des statistiques, l'évolution de ce marché ne peut être présentée ici.

2.1.2.3. La fraude et les stocks invendus

Outre les exportations et la consommation locale, une bonne partie du café congolais prend la voie de la fraude vers les pays voisins. Celle-ci s'accroît au cours de cette décennie et l'on estime son ampleur à parfois 50% de la production sans que ce chiffre ne puisse être vérifié.

Les stocks de café invendu constituent une part importante de la production, en souffrance surtout dans les zones difficilement accessibles. La non-maîtrise de ces stocks ne permet pas non plus de donner une situation chiffrée exacte; bien que l'on estime celui-ci à 5% de la production.

2.2. Diagnostic participatif de la caféiculture en RDC

Les diagnostics découlant de différents ateliers organisés en vue d'élaborer la stratégie de relance font état des atouts, faiblesses, menaces et opportunités de la caféiculture en RDC, tels que repris ci-dessous :

2.2.1. Atouts de la Caféiculture Congolaise (Production, Transformation, Commercialisation)

La RDC dispose d'atouts appréciables pour le développement de sa caféiculture dont les plus importants sont :

- Conditions éco-climatiques et édaphiques favorables ;
- Existence de centres de recherche agronomiques ;
- Présence de techniciens agronomes ;
- Existence des voies d'évacuation des produits agricoles (routes, voies ferrées, voies navigables, voies aériennes) dans certaines provinces ;
- Présence des exploitations caféières (plantations, en activités et en veilleuse),
- Disponibilité de la main-d'œuvre ;
- Diversité climatique ;
- Disponibilité des études antérieures ;
- Existence de l'expertise compétente ;
- Qualité du sol favorable à la culture du café ;
- Existence de la structure nationale d'encadrement des planteurs ;
- Présence des Associations des Producteurs ;
- Aspiration de la population à obtenir des revenus ;
- Reprise de la conscience des exploitants agricoles ;
- Attachement des populations rurales aux travaux des champs ;
- Existence des structures de traitement de café (usines) ;
- Qualité du café de la RDC bien appréciée sur le marché mondial ;
- Diversité de la clientèle dans le monde.

2.2.2. Faiblesses de la Filière Café en R.D.Congo

Au niveau de la recherche

- Faiblesse de la recherche agronomique ;
- Non valorisation des résultats des études et Recherche ;
- Insuffisance de la recherche participative ;
- Absence de financement de la recherche.

Au niveau de la Production

- Insuffisance d’encadrement des planteurs et de vulgarisation des techniques agricoles améliorées/modernes ;
- Manque et/ou insuffisance de matériels et intrants agricoles ;
- Faible rendement à l’hectare ;
- Vieillesse des plantations et des planteurs ;
- Utilisation de matériel végétal non sélectionné ;
- Privation des terres des populations autochtones dans certaines régions ;
- Accès difficile et/ou limité à la terre ;
- Manque de motivation des encadreurs ;
- Mobilité réduite des agronomes ;
- Insuffisance ou manque des moyens de transport pour l’évacuation des produits ;
- Manque ou insuffisance d’entretien des plantations ;
- Désintéressement de la jeunesse pour la formation agricole ;
- Prix du café non rémunérateur, alors que les intermédiaires y trouvent leur compte ;
- Dégénérescence du matériel végétal ;
- Accès difficile au crédit agricole ;
- Non respect des normes et techniques agricoles ;
- Inadéquation entre les ressources financières et les actions programmées ;
- Non participation de l’Etat à des fonds de contrepartie ;
- Désaffectation des ressources financières obtenues initialement pour la relance des filières ;
- Faible organisation des producteurs ;
- Partage inégal de la valeur produite ;
- Présence endémique des maladies et insectes ravageurs (Trachéomycose) ;
- Non implication des femmes dans la culture du café ;
- Multiplicités des taxes et tracasseries ;
- Mauvais état des voies de communication ;
- Non accès à l’information sur les prix ;
- Abandon des plantations organisées

Au niveau de la Transformation

- Insuffisance des unités de transformation ;
- Vétusté des unités de transformation existantes ;
- Insuffisance de l’énergie électrique ;
- Manque d’emballage approprié pour le café torréfié et moulu ;
- Manque d’équipements (claies, aire de séchage) ;
- Insuffisance de capacité de stockage ;
- Inaccessibilité au crédit agricole ;
- Manque d’encadrement technique ;
- Manque de contrôle de la qualité du produit mis sur le marché local.

Au niveau de la Commercialisation

- Mauvaise qualité ;

- Mauvais état et dégradation très avancée des voies de communication dans certaines provinces
- Non compétitivité du café de la RDC sur le marché mondial ;
- Manque de financement des campagnes caféières ;
- Eloignement des zones de production par rapport aux points de sortie ;
- Absence d'information pour l'élaboration de la mercuriale ;
- Absence de calendrier des marchés pour la majorité des provinces ;
- Tracasseries administratives ;
- Absence d'une bonne politique de marketing.

2.2.3. Opportunités pour la Filière Café en R.D.Congo

- Paix retrouvée ;
- Présence des bailleurs et des exploitants agricoles
- Adoption du Code Agricole ;
- Volonté du Gouvernement en général, et du Ministre de l'Agriculture en particulier, pour la relance de la filière café ;
- Volonté du Gouvernement à indemniser les anciens propriétaires des exploitations agricoles zaïrianisées ;
- Possibilité d'extension des exploitations ;
- Accès aux marchés intérieur et extérieur ;
- Demande croissante du café sur le marché mondial et pour la consommation locale (café torréfié et moulu) ;
- Possible développement du marché intérieur ;
- Assainissement du milieu d'affaires ;
- Possibilité d'atteindre le marché de niche pour le café haut de gamme et le marché « BIO » ;
- Expression volontaire des investisseurs dans la relance du café ;
- Promotion du marché local ;
- Présence des coopératives et des associations de partenariat ;
- Encouragement de la promulgation du projet de développement du secteur agricole ;
- Renforcement et encouragement du partenariat externe ;
- Création de la cellule **INFOSHARE** (récolte des informations à mettre à la disposition des acteurs de la filière).

2.2.4. Menaces à la Caféiculture Congolaise

- Insécurité ;
- Fraude à la frontière ;
- Sur-taxations ;
- Extension des maladies et ravageurs dont la Trachéomycose ;
- Non respect des accords conclus avec les bailleurs ;
- Désintéressement de la population aux activités caféières en faveur d'autres cultures ou activités ;

- Tracasseries administratives et multiplicité des taxes non réglementaires
- Volatilité des marchés ;
- Non respect de la loi foncière ;
- Absence de politique cohérente de la filière café ;
- Fluctuations du marché international et instabilité des monnaies ;
- Mise sur le marché du café de mauvaise qualité ;
- Importation du café ;
- Vieillesse des plantations et des planteurs ;
- Prix non rémunérateurs offerts au producteur ;
- Non compétitivité du café congolais sur le marché mondial ;
- Manque de gestion des risques.

3. Aperçu du marché international

La consommation mondiale du café est en forte croissance. Selon l'OIC, elle pourrait atteindre 170 millions de sacs en 2020, par rapport à 132 millions de sacs en 2010. Cette forte demande représente une opportunité importante pour la RDC.

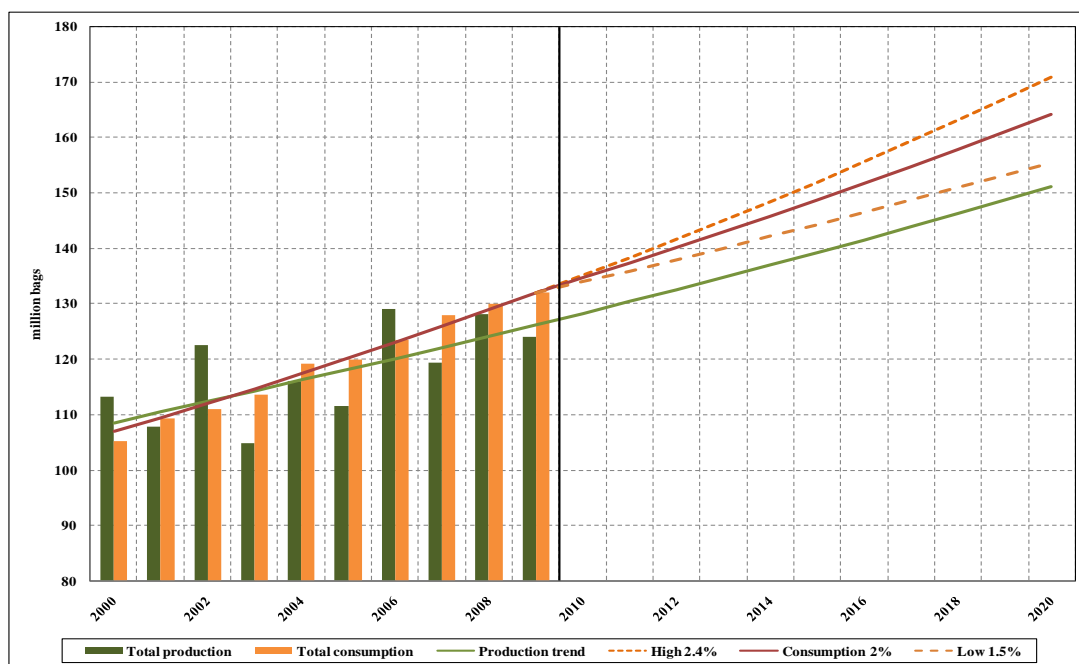
3.1. L'offre et la demande – la perspective 2020

La chute des prix au début des années 2000 a beaucoup découragé les producteurs de café à travers le monde entier. Les prix sont tombés très bas – à Londres jusqu'à 380\$ E.-U./tonne, et à New York à US Cents 38.00/lb, soit 836\$ E.-U./tonne. Les producteurs ont beaucoup souffert pendant cette période (1999 à 2003), et les plantations ont connu une baisse de productivité et de production.

La stratégie des sociétés de café d'encourager la consommation a été poussée pendant cette période de bas-prix. De plus, les effets conjugués de la globalisation et de la croissance économique, en particulier en Europe de l'Est et dans les pays de l'Asie et de l'Amérique Latine, ont fait que la consommation de café a connu une augmentation d'environ 2.4% par an entre 2000 et 2008. La crise économique de 2008 – 2009 n'a que peu freiné cette tendance, sauf dans les pays consommateurs traditionnels, l'Europe et les Etats-Unis. En effet, les nouveaux marchés consommateurs ont vu augmenter leurs chiffres de consommation.

En février 2010 lors de la Conférence du café au monde, au Guatemala, l'OIC a publié ses prévisions de l'offre et de la demande de 2010 à 2020. D'après ces chiffres, la consommation pourrait atteindre 170 millions de sacs en 2020, par rapport à environ 132 millions de sacs en 2010. Dans les années récentes la production globale a oscillé entre 124 et 138 millions de sacs. Le monde aura donc besoin de 30 à 40 millions de sacs supplémentaires dans les dix années à venir. La question principale est donc – d'où viendra ce café ?

**Graphique 2 : Prévisions de l'offre et de la demande en café, 2000 à 2020
(en millions de sacs de 60 kg)**



La demande internationale du café est estimée à 155 et 170 millions de sacs d'ici 2020, soit 30 à 40 millions de sacs supplémentaires qu'en 2010. D'où viendra ce café ?

Une autre tendance importante est que les stocks de café dans les pays producteurs ont beaucoup baissé, comparés aux années précédentes. Les stocks restants sont en principe situés dans les pays consommateurs. Ils sont estimés à environ 22 millions de sacs, ce qui représente l'équivalent de 2.5 à 3 mois de consommation. Le marché est ainsi vulnérable à l'occurrence d'une crise dans la production d'un des principaux pays producteurs.

Graphique 3: Stocks internationaux de café, 2000 – 2009 (en millions de sacs de 60 kg)



Source: ICO

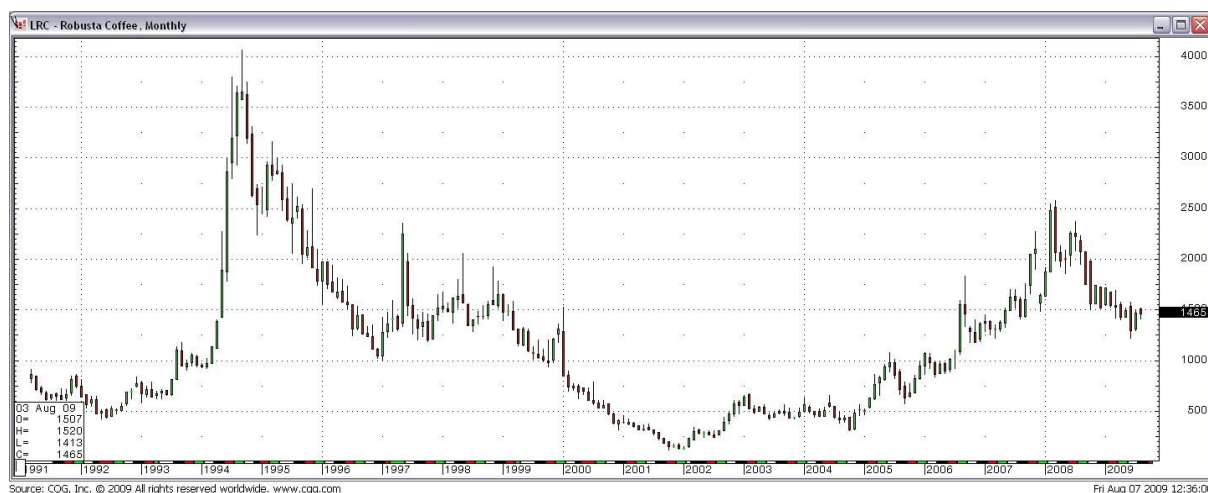
3.2. Le prix du café – évolutions et perspectives à moyen terme

En juillet 1989, lors d'un démantèlement des clauses économiques de l'Accord International du Café et suite à la libération des stocks retenus dans les pays producteurs par le système de contingentement en vigueur depuis 1963, les cours du café ont connu une forte baisse. On a vécu, par la suite, une longue période de prix bas, qui continuait jusqu'en 1994, quand une gelée au Brésil a réduit gravement la production du pays.

Il y avait aussi une dépression des prix mondiaux entre les années 1999 et 2003, un facteur décourageant pour les planteurs dans tous les pays producteurs : même les plus productifs et efficaces n'arrivaient plus à être profitables.

Lors de la reprise des prix, et la croissance de la consommation, on estime que les perspectives sont positives pour les producteurs d'aujourd'hui. Pour l'instant, il existe un équilibre entre l'offre et la demande, mais en regardant vers l'horizon 2020, il semble que l'industrie aura besoin de quantités supplémentaires importantes, une perspective qui portera l'optimisme en promouvant les pays producteurs la volonté et la capacité de répondre à cette demande.

Graphique 4: Évolution des prix du café, 1991 - 2009
(dollar par tonne robusta, moyenne du mois)



Source : CQG, 2009

En novembre 2010, le marché de Londres (robusta) a atteint un niveau de plus de 2,000 \$E.-U. la tonne, et le marché de New York (arabica) a atteint plus de 200 centimes/livre – soit environ 4,400 \$E.-U. par tonne. Dans les années à venir, on peut s'attendre à des prix soutenus pour les raisons suivantes :

- Une demande croissante dans les pays consommateurs
- Des stocks faibles entre les mains des producteurs
- Une augmentation des revenus moyens de la population dans les pays consommateurs (émergents)
- Des coûts de production en augmentation dans tous les pays producteurs
- Une concurrence accrue pour les terres pour production d'alimentation et de bio-fuels
- Croissance de la consommation dans les pays producteurs

De l'autre côté, il y aura inévitablement des risques :

- Des prix plus chers peuvent réduire la demande des consommateurs
- Un événement météorologique pourrait causer une hausse brutale du marché et une forte baisse de la demande
- La croissance des rendements dans certains pays pourrait combler les manques dans l'offre.

3.3. Évolution de la production mondiale

Le café est un des produits principaux des échanges commerciaux internationaux. La production mondiale tourne autour de 130 millions sacs, soit environ 8 millions tonnes. Les exportations des pays producteurs sont chiffrées à environ 100 millions sacs, soit 6 millions tonnes. La consommation domestique des pays producteurs absorbe encore environ 30 millions sacs, soit 1,8 millions tonnes -- dont 18 millions sacs par le Brésil qui est le plus

grand consommateur des pays producteurs. On estime la valeur des exportations globales à une valeur d'environ 16,5 milliards \$E.-U. en 2009.

Il y a plus de 50 pays producteurs, dont les 3 plus grands, le Brésil, le Vietnam, et l'Indonésie, représentent plus de 60% de la production mondiale. Le principaux pays producteurs sont dans l'ordre : le Brésil, le Vietnam, la Colombie, l'Indonésie, puis les pays de l'Amérique Centrale et du Sud, l'Asie du Sud, et l'Afrique.

Tableau 3 : Dix principaux producteurs et exportateurs de café du monde, 2008/09 (en milliers de sacs de 60 kg)

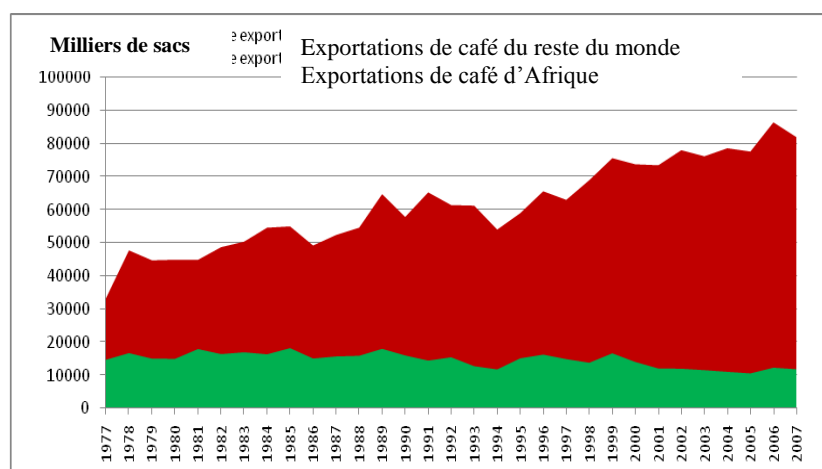
Rang	Pays	(000) sacs	Pays	(000) sacs
1	Brésil	45,992	Brésil	29,495
2	Vietnam	16,000	Vietnam	16,101
3	Colombie	10,500	Colombie	11,085
4	Indonésie	8,638	Indonésie	5,741
5	Éthiopie*	6,133	Guatemala	3,778
6	Mexique	4,650	Pérou	3,733
7	Inde	4,372	Ouganda*	3,311
8	Pérou	3,868	Honduras	3,256
9	Honduras	3,373	Inde	3,145
10	Guatemala	3,370	Éthiopie*	2,852

Source : ICO 2008/09

3.3.1. La production de café en Afrique

Les pays producteurs de café africains ont fourni environ 12 % de l'offre mondiale du café (et moins de 11 % des exportations mondiales) pour la saison 2009-2010. Cette part du marché mondial du café équivaut presque à celle de l'Indonésie, qui en est le troisième producteur mondial. Dans les années 70, l'Afrique comptait pour 30% des exportations mondiales.

Graphique 5 : Exportations de café de l'Afrique vs. Exportations globales, de 1977/78 à 2007/08 (en milliers de sacs de 60 kg)



Malgré la faible contribution des pays africains au marché mondial du café, cette production représente une grande partie du PIB et des revenus d'exportation d'un certain nombre de pays du continent. Ainsi, en Éthiopie et au Rwanda, les exportations de café ont générées respectivement 26% et 22 % des revenus d'exportation en 2009.

De plus, le café est produit principalement par des petits paysans en Afrique qui contribuent plus de 90 % au total de la production, selon les estimations. Les conditions qui prévalent sur le marché mondial ont donc des implications importantes sur la réduction (ou la croissance) de la pauvreté.

3.4. Evolutions de la consommation mondiale

Tableau 4 : Consommation de café mondiale, 2000 – 2009
(en milliers de sacs de 60 kg)

	2000	2009*	Croissance annuelle (%)
Marchés traditionnels	63 377	68 873	0.8
Pays émergents	15 744	22 500	3.6
Pays producteurs	25 604	37 705	4.0
MONDE	104 725	129 078	2.1

Source : ICO (* Prévisions)

3.4.1. Marchés traditionnels

Les marchés traditionnels sont les pays de l'Europe de l'Ouest, les Etats-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, et le Japon. Depuis quelques années la consommation n'a augmenté qu'à environ 1% par an, car le café avait une image « vieille génération », et les jeunes semblaient ne pas s'y intéresser. Il existe également de plus en plus de concurrence dans le domaine des boissons, qu'il s'agisse des jus de fruits, des bières, des boissons énergétiques, ou des boissons exotiques.

L'arrivée du phénomène des « Coffee Shops » de style Starbucks a créé un nouveau marché, surtout parmi les jeunes, en tant que lieu de rencontre. Boire du café est devenu à la mode parmi toute une génération. Ce groupe contribuera également à soutenir une croissance dans la demande du café.

Tableau 5 : Consommation de café par les marchés traditionnels, 2000 – 2009

(en milliers de sacs de 60 kg)

	2000	2009*	Croissance annuelle (%)
Total	63 377	68 873	0.8
Union Européenne	38 024	38 626	0.2
<i>Allemagne</i>	<i>8 770</i>	<i>8 897</i>	<i>0.1</i>
<i>Italie</i>	<i>5 149</i>	<i>5 835</i>	<i>1.3</i>
<i>France</i>	<i>5 402</i>	<i>5 568</i>	<i>0.3</i>
<i>Espagne</i>	<i>2 991</i>	<i>3 352</i>	<i>1.2</i>
<i>Royaume-Uni</i>	<i>2 342</i>	<i>3 220</i>	<i>3.3</i>
États-Unis d'Amérique	18 746	20 436	0.9
Japon	6 626	7 130	0.7

Source : ICO (* Prévisions)

La consommation moyenne annuelle par personne a baissé légèrement depuis quelques années dans l'Union Européenne (UE) : elle était de 4,83 kg en 2008, comparé à 5,37 kg en 2000. Mais la consommation par personne dans l'UE reste toujours bien au-dessus de la moyenne de la consommation des États-Unis.

Tableau 6 : Consommation de café par les européens, 2008

(en kg de « green bean equivalent » en moyenne par personne par an)

Pays	kg de GBE
Finlande	11.9
Norvège	8.9
Islande	8.9
Danemark	7.9
Suisse	7.7
Suède	7.3
Allemagne	6.5
Autriche	6.4
Slovénie	5.9
Canada (région Amérique du Nord)	5.9

Source : ICO

Le robusta représente la partie la plus importante des mélanges dans certains pays, notamment l'Italie, le Portugal, la France et la Grande Bretagne. En Grande Bretagne le café

soluble représente toujours la plus grande part de la consommation. Par contre, dans les pays du Nord de l'Europe, la Scandinavie, l'Allemagne etc., c'est plutôt l'arabica qu'on recherche. Le grand écart des prix entre les bourses de Londres (robusta) et New York (arabica) depuis les 2 dernières années a généré une tendance : les torréfacteurs augmentent régulièrement la part du robusta dans leurs mélanges pour des raisons économiques. Il reste néanmoins difficile, dans les marchés très compétitifs où les consommateurs sont très sensibles au goût du produit, de modifier beaucoup ou rapidement les recettes des mélanges.

Aux États-Unis, la consommation de café par personne a chuté de 7,5 kg en 1946, à 2,7 kg en 1995. On présume que la cause principale est liée à la qualité médiocre du café proposé par la grande industrie aux États-Unis durant les années 1970/1980. Ce niveau de qualité offert par l'industrie américaine a cédé la place à la filière « Gourmet » sur le marché depuis la fin des années 80. Grâce à cette opportunité et le haut niveau de qualité des produits offerts par la filière « Gourmet », ce dernier a eu un taux de croissance très rapide. Les torréfacteurs qui alimentent ce marché étaient prêts à payer de très bons prix pour obtenir les produits de haute qualité qu'ils recherchent. En Afrique, c'est plutôt les producteurs d'arabica de l'Afrique de l'Est qui ont profité de cette tendance. En effet, le robusta n'a trouvé sa place que très récemment. Malgré d'une croissance toujours timide parmi les « fine coffees », mais seulement pour ceux qui sont très bien préparés, on commence à revoir la possibilité d'accepter les robustas dans cette catégorie « gourmet ».

3.4.2. Marchés émergents

Depuis la chute du mur de Berlin, on a vu une accélération dans la demande du café parmi les pays de l'Europe de l'Est. L'intégration de plusieurs de ces pays à l'Union Européenne depuis les 20 dernières années a créé une amélioration généralisée du pouvoir d'achat de ces populations, et une forte demande du café dans presque tous ces pays. De plus, le taux de croissance de la demande a dépassé 5% par an ces dernières années en Russie.

Les pays de l'Asie ont également connu une forte croissance économique, avec comme conséquence l'introduction de magasins spécialisés comme Starbucks et autres, qui sont en train de créer tout un nouveau marché pour le café dans ces pays.

Élément important, le taux de croissance semble moins vulnérable aux crises économiques (telle que celle de 2008/09) dans les marchés émergents que dans les marchés traditionnels. C'est ce phénomène qui permet à l'OIC de faire la prévision d'une consommation d'environ 170 millions de sacs d'ici 2020. De plus, ces marchés pourraient être intéressants pour les producteurs de la CEEAC, étant donné que les exigences en qualité sont parfois moins onéreuses que celles des marchés traditionnels.

On estime que moins de 20% de la population mondiale buvait du café en 2008. Il reste donc de grands marchés à conquérir !

Tableau 7: Consommation de café sur les marchés émergents, 2000 – 2009
(en milliers de sacs de 60 kg)

	2000	2009*	Croissance annuelle (%)
Total	15 744	22 500	3.6
Fédération Russe	1 863	3 131	5.3
Algérie	1 779	2 066	1.5
République de la Corée	1 246	1 551	2.2
Ukraine	179	1 460	23.4
Australie	832	1 223	3.9
Turquie	291	521	6.0
Croatie	327	366	1.1
Tunisie	174	289	5.2

Source : ICO (* Prévisions)

3.4.3. Marché des pays producteurs

Parmi les nouveaux consommateurs on doit compter aussi plusieurs pays producteurs. Depuis longtemps les Brésiliens boivent leur propre café, mais le phénomène s'accroît. Aujourd'hui, le Brésil consomme environ 30 à 35% de sa production, soit environ 18 à 19 millions de sacs. En Éthiopie le café est une tradition nationale, et on estime la consommation nationale à environ 2.5 millions de sacs, soit la moitié de la production. C'est le même cas en Indonésie, où la consommation est estimée à 3,3 millions de sacs, par rapport à une production d'environ 10 millions.

Au Mexique, en Inde, au Costa Rica et parmi beaucoup d'autres pays producteurs, la consommation du café augmente chaque année, et ceci en partie grâce à une forte promotion de l'OIC favorisant la consommation locale. Cette tendance d'une consommation locale des producteurs représente une concurrence pour le marché international pour le produit, et continuera à favoriser les producteurs par des prix élevés.

Tableau 8 : Consommation de café par les pays producteurs, 2000 – 2009
(en milliers de sacs de 60 kg)

	2000	2009*	Croissance annuelle (%)
Total	25 604	37 705	4.0
Brésil	13 075	18 208	3.4
Indonésie	1 664	3 333	7.2
Mexique	1 189	2 200	6.4
Ethiopie	1 642	1 833	1.1
Inde	938	1 573	5.3
Autres	7 096	10 558	4.1

Source : ICO (* Prévisions)

4. Stratégie de relance de la filière café en RDC

4.1. Vision stratégique

Le Gouvernement de la R.D.C. a élaboré et adopté en 2006 son Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCRCP)

A travers ce document de référence pour la planification du développement, le Gouvernement affirme que la lutte contre la pauvreté passe essentiellement par la relance du secteur agricole.

Par cette relance, on entend créer des richesses en milieu rural par une agriculture compétitive reposant sur les petites et moyennes entreprises agricoles, d'élevage et de pêche, animées par des professionnels. Il s'agira de soutenir ces entreprises, par des mesures appropriées, dans le développement de filières porteuses.

Les études et les perspectives à moyen et long terme du marché mondial ont montré que la caféiculture constitue une filière porteuse. Elle peut à ce titre contribuer à la croissance des exportations du pays et à l'augmentation des revenus du monde rural.

Ainsi, les mesures envisagées par le Gouvernement, dans la mise en œuvre de la stratégie du développement de la filière café, visent à améliorer les performances de cette filière sur toute la chaîne de valeur, à savoir de la production à la mise en marché.

La vision stratégique dégagée au terme du processus consultatif de la filière est la suivante :

Améliorer les performances de la filière Café sur toute la chaîne de valeur et créer des richesses en milieu rural à travers une caféiculture professionnalisée et compétitive

4.2. Justification de la Stratégie

La République Démocratique du Congo vient d'élaborer la stratégie de relance de la filière café et son plan de mise en œuvre dans le but :

- de relancer les activités de la filière sur toute sa chaîne de valeur comprenant: la recherche, la production, l'usinage, la commercialisation ainsi que la transformation et la consommation locale ; et ce, pour en améliorer les performances ;
- d'assurer la compétitivité du café de la RDC sur le marché mondial ;
- de faciliter, autant que possible, l'exécution sur terrain des activités hiérarchisées à travers le plan et le cadre de mise en œuvre, activités préalablement identifiées et retenues par les acteurs de la filière dans un processus participatif ;
- d'assurer, par des mesures appropriées, le suivi et l'évaluation de l'exécution effective de ces activités sur terrain ;

- de permettre aux décideurs, à différents niveaux, de mieux planifier et coordonner les différentes interventions tant économiques que sociales orientées en faveur de la filière café ;
- de servir comme document d'information auprès des acteurs de la filière n'ayant pas pris part aux différents ateliers organisés sur la relance de la filière café et aux fins de s'y engager.

4.3. Champ d'activités de la Stratégie

La stratégie de relance de la filière café en RDC couvre la totalité de la chaîne de valeur de la filière café. Les bénéficiaires de la présente stratégie sont naturellement l'État, le secteur privé ainsi que tous les acteurs de cette chaîne de valeur, à savoir : -producteurs, -usiniers, -acheteurs, -exportateurs, -torréfacteurs, -transitaires, -transporteurs, -distributeurs de café torréfié et moulu, - distributeurs d'intrants et équipements agricoles, -services de vulgarisation et d'encadrement, -services de contrôle, -structures de recherche, -organisations professionnelles, -associations, -syndicats, -administrations et établissements publics, -banquiers, services des impôts et des douanes.

Ainsi, la stratégie touchera directement environ **400 000 ménages agricoles soit 2.400.000 personnes** vivant du café en milieu rural. Elle permettra également la création ou la réactivation de nombreux emplois en amont et en aval : production, usinage/transformation, commercialisation, transport, transit, etc.

La Stratégie a pour finalité la professionnalisation de la Filière Café, laquelle permettra de générer des richesses tout au long de la chaîne de valeur. Il est attendu que ces nouveaux revenus auront un impact socio-économique important et permettront un meilleur accès aux services de base des bénéficiaires (éducation, santé, logement, alimentation, eau potable).

La présente stratégie a été élaborée de façon participative et concertée par l'ensemble des acteurs de la filière café en droite ligne avec les recommandations du Centre du Commerce International (ITC) et de l'Organisation Internationale du Café (OIC).

4.4. Objectifs et Activités de la Stratégie

4.4.1. Objectifs

Trois objectifs seront poursuivis dans le cadre de la présente stratégie. Il s'agit de :

- **Objectif n° 1 : Améliorer la productivité et la qualité de la récolte;**
- **Objectif n° 2 : Améliorer les processus de traitement et de torréfaction ;**
- **Objectif n° 3 : Améliorer les circuits de commercialisation.**

Pour l'objectif 1, il faut noter que la productivité constitue une problématique clé et reste un défi à relever pour la Filière Café dans la perspective d'une augmentation de la production, du volume des exportations et de la consommation locale.

Actuellement, cette productivité oscille autour de 200 kg /ha, alors qu'il existe dans le territoire national du matériel végétal performant qui dispose d'un potentiel de 2.000 à 3.000 kg/ha. Le niveau de productivité n'est pas suffisant pour offrir des revenus décents aux producteurs et dans l'état actuel des choses ne peut permettre au café congolais d'être compétitif.

Il faut donc avant toute chose relever le défi de l'amélioration de la productivité. Si celle-ci n'est pas améliorée, il existe un risque de conversion des producteurs à d'autres activités.

Par ailleurs, la qualité du café se travaille dès l'étape de la plantation en améliorant les soins à la récolte. Certaines habitudes développées autrefois par les paysans, consistant à récolter les cerises vertes pour les bouillir et les sécher ensuite, avaient sérieusement entamé la qualité du café congolais. D'où l'importance de l'amélioration de la qualité et de la récolte.

Dans le même sens, seul un circuit de commercialisation efficace peut permettre à la filière d'obtenir des prix rémunérateurs ainsi que les débouchés commerciaux nécessaires. Des prix incitatifs sont nécessaires pour motiver la relance et permettre les investissements nécessaires à la réalisation des deux objectifs précédemment cités.

4.4.2. Sous-objectifs

Les objectifs intègrent toutes les activités de la filière café et se subdivisent en sous-objectifs, comme repris dans le tableau 3 ci-dessous:

Tableau 10 : Objectifs et sous-objectifs de la stratégie

Objectifs	Sous objectifs
<u>OBJECTIF 1</u> Améliorer la productivité et la qualité de la récolte	1.1 Réhabiliter les structures et renforcer les capacités de la recherche 1.2 Réhabiliter le verger caféier 1.3 Renforcer la vulgarisation et l'encadrement 1.4 Faciliter l'accès aux intrants agricoles 1.5 Renforcer les capacités organisationnelles des producteurs 1.6 Lutter contre les maladies et les ravageurs 1.7 Mettre en place des mécanismes de financement appropriés aux activités de production 1.8 Promouvoir le travail des femmes et des jeunes dans la caféiculture 1.9 Mettre en place de nouvelles exploitations
<u>OBJECTIF 2</u> Améliorer les processus de traitement et de torréfaction	2.1 Equiper les organisations paysannes (OP) d'infrastructures et outillage de base 2.2 Promouvoir le traitement par voie humide 2.3 Promouvoir la torréfaction et la consommation locales 2.4 Renforcer les capacités des producteurs dans la transformation 2.5 Réhabiliter les unités de transformation existantes
<u>OBJECTIF 3</u> Améliorer les circuits de commercialisation.	3.1 Doter la filière d'un système d'information performant 3.2 Promouvoir la qualité 3.3 Promouvoir les bonnes pratiques commerciales 3.4 Faciliter le financement des campagnes de commercialisation 3.5 Assainir, rationaliser et fluidifier les circuits de commercialisation

4.4.3. Objectifs quantifiés

L'échéance de la relance de café étant de 5 ans, les acteurs de la Filière ont retenu pour l'année 2015 les objectifs quantifiés suivants :

- production : **70 000 tonnes (T)** dont Robusta 56 000 T et Arabica 14 000 T ;
- exportation : **60 000 T** dont Robusta 47 000 T et Arabica 13 000 T ;
- consommation locale : 10 000 T de café vert.

4.4.4. Présentation des activités

Considérant la vaste diversité du pays et le nombre d'activités nécessaires pour atteindre les objectifs, le plan de mise en oeuvre suivant permet de programmer les activités prioritaires et de coordonner les interventions des divers acteurs sur le territoire national.

4.4.4.1. Objectif 1 : Améliorer la productivité et la qualité de la Récolte

La culture du café a toujours été pour la RDC une source importante des revenus agricoles. Il s'agit en effet non seulement des exploitations agro-industrielles, mais également des exploitations paysannes qui assurent des revenus non négligeables aux populations rurales. Selon les données de l'ONC, reprises dans les études SECID (rapport final de relance), sur le plan macro économique, les exportations du café marchand rapportaient au pays une moyenne annuelle de 250 millions USD. Ce qui représentait entre 1991-1996 environ 70% du volume des exportations agricoles et 15% du total des exportations du pays. Aussi, les exportations du café contribuaient à hauteur de 15% au Produit Intérieur Brut (PIB).

La filière café impliquait environ 800 000 ménages agricoles, soit 4 800 000 personnes. L'importance économique du café était prépondérante.

La Filière Café est tombée en déliquescence comme le montrent les indicateurs suivants:

- baisse de la production et des exportations, passées respectivement de 101 600 et 110 280 T. en 1990 à 32 329 et 8 290 T. en 2006 ;
- faible productivité des plantations (rendement moyen: 200 kg /ha).
- détérioration de la qualité marchande du café par de mauvaises pratiques de récolte et/ou de stockage et/ou d'usinage ;

Cette situation désastreuse - perte des revenus et des emplois - affecte sensiblement les populations rurales cultivant le café ainsi que tous les autres acteurs de la filière. A l'heure actuelle, les multiples causes de cette situation ont été ciblées et les solutions à apporter ont été identifiées – comme mentionné ci-dessus.

La relance de la Filière est possible quand on tient compte des perspectives favorables du marché intérieur, renforcées par celles du marché mondial. Aussi faut-il s'appuyer sur l'attitude favorable des producteurs qui se sont autrefois enrichis grâce aux recettes du café.

L'amélioration de la productivité et de la qualité de la récolte devant influencer sur les exportations passent obligatoirement par la restauration des plantations des caféiers impliquant les actions de réhabilitation, de replante et, dans une certaine mesure,

d'extension dans le respect des normes environnementales. Cette restauration vise non seulement à permettre à la RDC d'améliorer son image sur le marché international avec du café compétitif, mais aussi de renflouer les producteurs, sans oublier les autres acteurs de la filière qui vivent de la caféiculture.

Les activités envisagées par le processus participatif pour l'objectif 1 sont présentées de la manière suivante :

Sous-objectif 1.1 : Réhabiliter les structures et renforcer les capacités de la recherche

Activité 1.1.1 : Réhabilitation des structures de recherche ;

Activité 1.1.2 : Enrichissement des collections (prospections locales et introductions raisonnées) ;

Activité 1.1.3 : Augmentation du nombre de variétés améliorées à diffuser auprès des producteurs (sélection et amélioration variétale) ;

Activité 1.1.4 : Recherche sur la fabrication des engrais organiques et des pesticides ;

Activité 1.1.5 : Étude des sols, cartographie agricole ;

Activité 1.1.6 : Étude des effets du changement climatique sur la productivité du café.

Sous-objectif 1.2 : Réhabiliter le verger caféier

Activité 1.2.1 : Recensement du verger existant

Activité 1.2.2 : Mise en place des facilités pour la régénération et l'entretien des plantations existantes (ex.: Plants, Engrais, Agents vulgarisateurs)

Activité 1.2.3 : Élaboration des programmes de régénération du verger caféier

Sous-objectif 1.3: Renforcer la vulgarisation et l'Encadrement

Activité 1.3.1 : Renforcement des services de vulgarisation (formation, motivation, équipement, ...)

Activité 1.3.2 : Production de supports didactiques en matière de café

Activité 1.3.3 : Promulgation et vulgarisation du Code Agricole

Sous-objectif 1.4: Faciliter l'accès aux intrants agricoles

Activité 1.4.1 : Renforcement et extension des structures de production et de diffusion de matériel végétal performant

Activité 1.4.2 : Appui technique à la fabrication des engrais et des pesticides organiques

Activité 1.4.3 : Allègements fiscaux des intrants et équipements agricoles

Activité 1.4.4 : Approvisionnement régulier en intrants (engrais, pesticides et outillage) de qualité

Activité 1.4.5 : Gestion transparente des subventions de l'Etat et des mesures prises au profit de la production

Sous-objectif 1.5: Renforcer les capacités organisationnelles des producteurs

Activité 1.5.1 : Structuration des producteurs au sein des organisations fortes

Activité 1.5.2 : Formation continue en management

Activité 1.5.3 : Consolidation du partenariat entre OP et structures étatiques

Sous-objectif 1.6: Lutter contre les maladies et les ravageurs

Activité 1.6.1 : Mise en place d'un programme de surveillance continue des maladies et des ravageurs

Activité 1.6.2 : Gestion intégrée des maladies et principaux ravageurs

Sous-objectif 1.7: Mettre en place des mécanismes de financement appropriés aux activités de production

Activité 1.7.1 : Promotion des systèmes de financement adaptés

Activité 1.7.2 : Organisation de concertations avec des banquiers

Sous-objectif 1.8: Promouvoir le travail des jeunes et des femmes dans la caféiculture

Activité 1.8.1 : Instauration d'appuis spécifiques aux femmes caféicultrices

Activité 1.8.2 : Affectation et aménagement des terres pour de nouvelles plantations de café pour les jeunes

Activité 1.8.3 : Soutien à la diversification des revenus des caféiculteurs

Activité 1.8.4 : Instauration de facilités à l'installation des jeunes dans la caféiculture

Sous-objectif 1.9: Mettre en place de nouvelles exploitations

Activité 1.9.1 : Identification de nouveaux espaces

Activité 1.9.2 : Mise en place de mesures incitatives

Activité 1.9.3 : Sensibilisation des autorités locales et des populations

4.4.4.2. Objectif 2 : Améliorer les processus de traitement et de torréfaction

La transformation du café n'est pas en reste dans la crise qui frappe la filière. En effet, de nombreux défauts sont constatés sur le café vert provenant de RDC. Ils résultent de mauvaises pratiques au moment de la récolte en plantation ou lors des étapes post-récolte: traitement primaire englobant la voie sèche et la voie humide (séchage, décorticage, dépulpage, fermentation, démucilagination, lavage, déparchage, triage, calibrage) conditionnement, et stockage.

Les principaux défauts de qualité de café vert décelés en laboratoire, sous forme torréfiée et en liqueur, sont les suivants : grains piqués, grains noirs, grains brisés, grains écrasés, goût pomme de terre, goût terreux, grains décolorés, grains moisiss, goût amer et astringent, corps étrangers.

Autrefois, alors que les plantations étaient exploitées en majorité par des agro-industriels, la qualité du robusta était constituée de types bien identifiés et appréciés sur les marchés internationaux. Aujourd'hui, l'hétérogénéité de la production, les plantations étant paysannes à plus de 95%, implique une production de café « hors type ». Le diagnostic à ce sujet fait état de la disparition quasi-totale des qualités supérieures.

De plus, la plupart des usines sont aujourd'hui soit abandonnées, soit fermées faute des pièces de rechange pour entretien ou tout simplement par insuffisance ou manque de matières premières (café) à traiter.

Pour la torréfaction locale, on assiste à une prolifération des usiniers artisanaux qui mettent sur le marché du café moulu de mauvaise qualité, voire impropre à la consommation humaine. Lors de l'usinage, le café est mélangé avec des matières étrangères pour en augmenter le volume, telles que : parche, coques, maïs, etc. Dans le cadre de la relance de la Filière, il importe d'améliorer les processus d'usinage et de torréfaction afin de disposer d'un café de meilleure qualité marchande à placer sur les marchés. L'ONC développe déjà un programme visant la mise au point d'une nouvelle classification des qualités du café de la RDC afin de l'adapter aux réalités actuelles. Par ailleurs, SECID et EXPERCO, dans le cadre de leurs études sur la relance des filières café robusta et café arabica, préconisent la production de plus grands volumes de café « fully washed » dont les avantages sur le café non lavé ne sont plus à démontrer. Pour la torréfaction la modernisation de l'industrie est vivement souhaitée.

Les activités de l'objectif 2 sont présentées de la manière suivante :

Sous-objectif 2.1: Équiper les OP d'infrastructures et outillage de base :

Activité 2.1.1 : Fourniture généralisée de bâches, tamis et claies de séchage aux producteurs ;

Activité 2.1.2 : Appui à la construction des aires de séchage et de leurs enclos pour les OP ayant une certaine envergure ;

Sous-objectif 2.2: Promouvoir le traitement par voie humide :

Activité 2.2.1 : Appui à la construction des centres de dépulpage collectifs et des stations de dépulpage-lavage pour la production de cafés lavés ;

Activité 2.2.2 : Allègements fiscaux sur les équipements neufs des stations de lavage et des usines de décorticage ;

Activité 2.2.3 : Formation de techniciens à l'entretien des équipements.

Sous-objectif 2.3: Promouvoir la torréfaction et la consommation locales :

Activité 2.3.1 : Formation des torréfacteurs aux standards internationaux ;

Activité 2.3.2 : Organisation de la profession de torréfacteur ;

Activité 2.3.3 : Allègements fiscaux sur les équipements de torréfaction ;

Activité 2.3.4 : Développement de campagnes médiatiques sur les vertus du café et les différentes formules de consommation au niveau local ;

Activité 2.3.5 : Mise en place des kiosques de dégustation ;

Activité 2.3.6 : Institution d'un événement promotionnel annuel sur le café.

Sous-objectif 2.4: Renforcer les capacités des producteurs dans la transformation :

Activité 2.4.1 : Formation continue des producteurs sur : les pratiques et traitements post récolte (qualité, conditionnement, stockage, ...) ;

Activité 2.4.2 : Valorisation des sous produits du café ;

Activité 2.4.3 : Assistance technique dans la transformation.

Sous-objectif 2.5: Réhabiliter les unités de transformation existantes :

Activité 2.5.1 : Inventaire des unités existantes ;

Activité 2.5.2 : Appui à l'équipement ;

Activité 2.5.3 : Renforcement des capacités techniques.

4.4.4.3. Objectif 3 : Améliorer les circuits de commercialisation

Cet objectif constitue un élément important du processus de relance de la Filière café en RDC.

En effet, le non achat –total ou partiel- du café dans beaucoup de zones de production demeure un goulet d'étranglement important. C'est pourquoi la relance de cette Filière devrait démarrer par les achats de café auprès des producteurs qui sont les détenteurs d'intérêt en milieu rural. Passer outre cette conditionnalité, les résultats escomptés pour la relance de la Filière risqueraient d'être décevants.

Pour ce qui est des circuits de commercialisation, le marché du café en RDC est libéralisé depuis longtemps, en 1982 précisément. Un certain nombre d'interventions restent à définir.

Les défis à relever sont essentiellement axés sur :

- L'organisation des campagnes pour le marché intérieur sur base d'un document juridique qui les régit tel que « l'arrêté provincial portant ouverture et fermeture de campagne caféière », d'usage dans certaines Provinces (Province du Bas Congo par exemple).
- La lutte contre les tracasseries.
- La lutte contre la fraude à la frontière par l'offre des prix rémunérateurs à l'intérieur du pays.
- La création de guichet unique.
- L'assainissement et la modernisation de l'industrie de la torréfaction.
- La promotion de la consommation locale pour moduler la potentielle volatilité du marché international.
- L'amélioration du label congolais.
- La professionnalisation de l'activité caféière.
- La réhabilitation des routes de desserte agricole.

Les activités prioritaires à entreprendre par le secteur privé, la société civile et le secteur public pour « Améliorer les circuits de commercialisation » ont été regroupées dans les cinq sous-objectifs suivants :

Sous-objectif 3.1 Doter la filière d'un système d'information performant

Activité 3.1.1 : Mise en place d'un système d'information fiable, utilisant SMS, radio, TV, journaux, internet, etc.

Sous-objectif 3.2 : Promouvoir la qualité dans la commercialisation

Activité 3.2.1 : Équipement des OP en outils appropriés (balances, hygromètres..) ;

Activité 3.2.2 : Formation des producteurs au contrôle de la qualité ;

Activité 3.2.3 : Instauration de mesures visant à primer les meilleurs planteurs (livret des planteurs, Primes..).

Activité 3.2.4 : Formation des opérateurs à la dégustation afin de prendre conscience de la nécessité d'un travail rigoureux ;

Activité 3.2.5 : Adaptation des normes nationales aux standards internationaux ;

Sous-objectif 3.3 : Promouvoir les bonnes pratiques commerciales

Activité 3.3.1 : Incitation aux ventes groupées par les organisations de producteurs ;

Activité 3.3.2 : Promotion de partenariats solides entre producteurs et acheteurs.

Sous-objectif 3.4: Faciliter le financement des campagnes de commercialisation

Activité 3.4.1 : Formation des opérateurs à la dégustation afin de prendre conscience de la nécessité d'un travail rigoureux ;

Activité 3.4.2 : Appui sous la forme d'un Fonds de garantie pour les crédits de campagne aux producteurs ;

Sous-objectif 3.5 : Rationaliser, assainir et fluidifier les circuits de commercialisation

Activité 3.5.1 : Extension du Guichet unique sur tous les points de sortie ;

Activité 3.5.2 : Élimination de toutes les formes de tracasseries (taxes illicites et barrières diverses) ;

Activité 3.5.3 : Réduction des charges à l'exportation ;

Activité 3.5.4: Facilitation de l'obtention des autorisations.

4.5. Résultats Attendus des Activités de la Stratégie

Les tableaux ci-après reprennent les résultats attendus des objectifs de la stratégie de relance de la Filière café de la RDC, ainsi que les indicateurs de performance afférents.

4.5.1. Résultats Attendus et Indicateurs de Performances pour l'objectif 1 : « Améliorer la productivité et la qualité de la récolte »

Résultats attendus	Indicateurs de performance
Les structures de recherche sont réhabilitées et les capacités de la recherche sont renforcées	<ul style="list-style-type: none">– Nombre de structures de recherche réhabilitées dont les capacités sont renforcées– Nombre de nouvelles variétés en développement et diffusées
Le verger caféier est réhabilité	<ul style="list-style-type: none">– Programme ou Manuel de régénération du verger caféier mis en place– Mise en place des facilités pour la régénération et l'entretien des plantations– Superficie de plantations réhabilitée
La vulgarisation et l'Encadrement sont renforcés	<ul style="list-style-type: none">– Disponibilité d'un Programme de vulgarisation– Nombre de vulgarisateurs équipés et en activité– Nombre de zones de production encadrées
Les facilités d'accès aux intrants, aux équipements et à l'encadrement sont accordées aux planteurs	<ul style="list-style-type: none">– Quantité d'intrants de qualité acquis et distribués aux producteurs ou en stock– Mise en place d'une bonne politique d'encadrement des planteurs et des organisations paysannes (OP)– Mise à disposition de manuels de bonnes pratiques agricoles en matière de café– Nombre des points de vente créés– Nombre de visites et formations assurées– Nombre d'organisations paysannes fonctionnelles

Les capacités techniques et organisationnelles des producteurs sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> – Nombre de producteurs et d'organisations professionnelles dont les capacités sont renforcées – Programme de formation et d'encadrement des planteurs – Mise à disposition de manuels de recherche
Les mesures de lutte contre les maladies et les ravageurs sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> – Nombre de superficies attaquées de plantations attaquées par de ravageurs et maladies traitées – Programme de surveillance continue et permanente mis en place – Programme de recherche et de vulgarisation
Les mécanismes de financement de la caféiculture sont mis en place	<ul style="list-style-type: none"> – Importance du financement accordé aux producteurs (micro finance) – Structures de financement créées et installées dans chaque zone caféière retenue
Des jeunes planteurs hommes et femmes sont intégrés dans la caféiculture	<ul style="list-style-type: none"> – Activités visant le soutien des femmes dans toute la filière café – Effectif des jeunes planteurs installés « hommes et femmes » – Superficies octroyées aux jeunes
Des nouvelles plantations sont créées	<ul style="list-style-type: none"> – Superficie totale créée

Tableau n° 11 : Résultats attendus et indicateurs de performance pour l'objectif 1

**4.5.2. Résultats Attendus et Indicateurs de Performances pour l'objectif 2 :
« Améliorer les processus de traitement et de torréfaction »**

Résultats attendus	Indicateurs de performance
Les OP sont équipées en infrastructures et outillage	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'OP équipées en infrastructures et en outillage de base - Nombre des magasins de stockage, des aires de séchage et de leurs enclos construits
La technique de traitement du café par voie humide est promue	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'unités de traitement de café par voie humide opérationnelles - Quantité du café lavé produit - Programme de construction des centres de dépulpage et des stations de dépulpage-lavage de café - Programme de formation des techniciens à l'entretien des équipements
La promotion de la torréfaction et de la consommation locale est assurée	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'unités de torréfaction modernes implantées - Quantité de café torréfié et moulu de bonne qualité consommée. - Renforcement des capacités techniques des torréfacteurs et des Organisations Paysannes - Formation des torréfacteurs aux nouvelles techniques - Organisation de la profession de torréfacteur - Organisation des campagnes médiatiques sur les vertus du café et sensibilisation des populations à la consommation locale
Les capacités techniques des producteurs dans la transformation sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> - Programme de formation continue des producteurs sur les pratiques et traitements post récolte - Nombre de producteurs formés et réintégrés au secteur
Les unités de transformation existantes sont réhabilitées	<ul style="list-style-type: none"> - Programme continu d'appui et de renforcement des capacités des unités de transformation existantes de café - Nombre d'unités de transformation existantes réhabilitées et opérationnelles

Tableau n° 12 : Résultats attendus et indicateurs de performance pour l'objectif 2.

**4.5.3. Résultats Attendus et Indicateurs de Performances pour l'objectif 3 :
« Améliorer les circuits de commercialisation »**

Résultats attendus	Indicateurs de performance
La filière café est dotée d'un système d'information performant.	<ul style="list-style-type: none"> – Le dispositif d'information sur la filière café est améliorée et opérationnelle.
La qualité dans la commercialisation est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> – Quantité de qualités supérieures et moyennes (Robusta, Petit –Kwilu et Arabica) produites, exportées et consommées localement – Programme d'appui et de renforcement des OP par l'octroi d'outils appropriés – Programme de formation des producteurs au contrôle de la qualité
Les bonnes pratiques commerciales sont appliquées	<ul style="list-style-type: none"> – Les facilités et la rapidité dans la commercialisation sont bien appréciées sur le marché par les opérateurs économiques – Une politique de stratégie d'incitation des Organisations de Producteurs aux ventes groupées est mise en place – Un partenariat solide et efficace entre les producteurs et les acheteurs est créé
Le financement des campagnes de commercialisation est facilité	<ul style="list-style-type: none"> – Nombre d'opérateurs économiques ayant obtenu des crédits de campagne – Un Fonds de garantie pour les crédits de campagne à consentir aux producteurs est mis en place
Les circuits de commercialisation sont assainis et fluidifiés	<ul style="list-style-type: none"> – Des mesures de réduction des charges à l'exportation sont mises en place et appliquées ; – Des mesures d'élimination des toutes les formes de tracasserie, des taxes illicites et des barrières diverses sont mises en place et appliquées ; – Nombre de guichets uniques sur tous les points créés.
Les opérateurs de la filière sont professionnalisés	<ul style="list-style-type: none"> – Nombre d'opérateurs économiques qui vivent de la filière café comme activité de base

Tableau n° 13 : Résultats attendus et indicateurs de performance pour l'objectif 3

5. Plan de mise en œuvre de la Stratégie

5.1. Préalable général : améliorer l'environnement global

Plan de mise en œuvre de la Stratégie de relance de la Filière Café en RDC					
PREALABLE GENERAL : Améliorer l'Environnement global					
Objectif	Activités	N° Activités	Actions	Bénéficiaires	Responsables de mise en œuvre
	Réhabilitation et entretien régulier, voire création des routes de desserte agricole		Aménagements publics	Producteurs et populations locales, opérateurs économiques	– Ministère de l'Agriculture, Ministère des Travaux Publics et Aménagement du Territoire ; – Ministère du Développement Rural
	Réhabilitation et entretien régulier, voire création des ports, dragage et balisage du Fleuve Congo et des Rivières navigables (en particulier : Ebola, Mongala et Ubangui au Nord-Equateur ; Bena-Dibele au Sankuru/Kasaï Oriental)		Aménagements publics	Producteurs et populations locales	– Ministère des Transports ; – Office National des Transports (ONATRA) ; – Régie des Voies Fluviales (RVF).
	Réhabilitation et Entretien régulier, voire création des voies ferrées (en particulier : C.F.U dans les Uélés reliant Mungbere à Bumba)		Aménagements publics	Producteurs et populations locales,	– Ministère des Transports ; – Office National des Transports (ONATRA) ; – Office National des Transports (ONATRA) ; – Société Nationale des Chemins de fer du Congo(SNCC).
	Réhabilitation et construction des centres des marchés de café		Aménagements publics	Producteurs et Acheteurs	– Ministère de l'Agriculture ; – Ministère de l'Economie Nationale.
	Réhabilitation et construction des centres de santé en milieu rural		Aménagements publics	Producteurs et populations locales,	– Ministère de la Santé Publique.
	Réhabilitation et construction des écoles en milieu rural		Aménagements publics	Producteurs et populations locales,	– Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel.
	Electrification rurale		Aménagements publics	Producteurs et populations locales,	– Ministère de l'Energie ; – Société Nationale d'Electricité (SNEL).

Plan de mise en œuvre de la Stratégie de relance de la Filière Café en RDC					
PREALABLE GENERAL : Améliorer l'Environnement global					
Objectif	Activités	N° Activités	Actions	Bénéficiaires	Responsables de mise en œuvre
	Forage et aménagement des points d'eau (Hydraulique rurale)		Aménagements publics	Producteurs et populations locales	– Ministère du Développement Rural ; – Ministère de l'Energie.
	Réduction du coût d'énergie électrique pour usinage et torréfaction du café		Réglementation	Producteurs, Usiniers et Torréfacteurs	– Ministère de l'Energie ; – Ministère du Budget ; – Ministère des Finances ; – Société Nationale d'Electricité (SNEL).
	Extension de la micro-finance dans les zones de production pour les petits planteurs		Réglementation Institutionnalisation	Producteurs	– Ministère de l'Agriculture, Elevage et Pêche ; – Ministère des Finances.
	Appui sous la forme d'un Fonds de Garantie pour les crédits de campagne aux producteurs		Réglementation	Producteurs Acheteurs Exportateurs Usiniers Torréfacteurs	– Ministère de l'Agriculture, Elevage et Pêche ; – Ministère des Finances.
	Extension du Guichet Unique dans tous les points de sortie du café : Matadi, Boma, Béni, Goma, Bukavu, Bunia, Zongo, Mobaye,...		Réglementation Institutionnalisation	Exportateurs	– Ministère de l'Agriculture, Elevage et Pêche ; – Ministère des Finances.
	Réduction des charges à l'exportation du café		Réglementation	Exportateurs	– Ministère de l'Agriculture, Elevage et Pêche ; – Ministère des Finances.
	Lutte contre les tracasseries (taxes illicites et diverses barrières)		Réglementation	Opérateurs Economiques Acheteurs Exportateurs	– Ministère de l'Agriculture, Elevage et Pêche ; – Ministère des Finances ; – Ministère de l'Intérieur.

Plan de mise en œuvre de la Stratégie de relance de la Filière Café en RDC					
PREALABLE GENERAL : Améliorer l'Environnement global					
Objectif	Activités	N° Activités	Actions	Bénéficiaires	Responsables de mise en œuvre
	Vulgarisation du Code Agricole		Communication Information	Producteurs et O.P	– Ministère de l'Agriculture, Elevage et Pêche ; – Office National du Café (ONC) ; – ONGDs.
	Appui technique à la fabrication des engrais et pesticides organiques		Subventions Investissements	Producteurs	– Ministère de l'Agriculture, Elevage et Pêche ; – Ministère du Commerce Extérieur ; – Ministère des Finances.
	Revisitassions des titres fonciers pour l'octroi des terres à usage agricole (certificat d'emphytéose)		Réglementation Institutionnalisation	Producteurs	– Ministère de l'Agriculture, Elevage et Pêche ; – Ministère des Affaires foncières.
	Gestion des risques des calamités naturelles		Réglementation Institutionnalisation	Producteurs Acheteurs Exportateurs Usiniers	– Ministère de l'Agriculture, Elevage et Pêche ; – Ministère des Affaires Sociales, Solidarité Nationale et Action Humanitaire.
	Contrôle de passage des produits agricoles à travers les parcs nationaux		Réglementation	Acheteurs Exportateurs	– Ministère de l'Agriculture, Elevage et Pêche ; – Ministère de l'Environnement.

5.2. Activités du plan de mise en œuvre

PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE DE RELANCE DE LA FILIERE CAFE EN RDC											
Objectif 1 : Améliorer la Productivité et La Qualité de la Récolte											
OBJECTIF	Sous-objectif	Activités	N° Activité	PRIORITE	Types d'actions	Bénéficiaires directs	MESURES NATIONALES EXISTANTES				Appuis extérieurs requis
							Responsables de mise en œuvre	Ressources (000 USD)	Durée	Evolution	
OBJECTIF 1 : AMELORER LA PRODUCTIVITE ET LA QUALITE DE LA RECOLTE	1.1.	REHABILITER LES STRUCTURES ET RENFORCER LES CAPACITES DE LA RECHERCHE									
		- Réhabilitation des structures de recherche	121	1	Subventions / Recherche	producteurs	MINISTERE DE LA RECHERCHE				
		- Enrichissement des collections (prospections locales et introductions raisonnées)	122	1	Subventions / Recherche	producteurs	SNRA				
		- Etude des effets du changement climatique sur la productivité du café	123	2	Environnement / Recherche	producteurs	SNRA				
		- Augmentation du nombre de variétés améliorées à diffuser auprès des producteurs (sélection et amélioration variétale)	124	3	Subventions / Recherche	producteurs	SNRA				
		- Recherche sur la fabrication des engrais organiques et des pesticides	125	3	Subventions / Recherche	producteurs	SNRA + ONG				
	1.2.	REHABILITER LE VERGER CAFEIER									
		- Elaboration des programmes de régénération du verger caféier	131	1	Subventions, Production, Vulgarisation	Producteurs	ONC + INERA			Cet exercice a débuté à l'ONC, mais avec des moyens très réduits	
	- Recensement du verger existant	132	2	Enquête	Producteurs	MINAGRI + ONC			Recensement agricole prévu en 2011		
	- Mise en place des facilités pour la régénération et l'entretien des plantations existantes (ex.: Plants, Engrais, Agents vulgarisateurs)	133	3	Subventions, Production, Vulgarisation	Producteurs	MINAGRI + ONC+ Secteur Privé					

PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE DE RELANCE DE LA FILIERE CAFE EN RDC

Objectif 1 : Améliorer la Productivité et La Qualité de la Récolte

OBJECTIF	Sous-objectif	Activités	N° Activité	PRIORITE	Types d'actions	Bénéficiaires directs	MESURES NATIONALES EXISTANTES				Appuis extérieurs requis
							Responsables de mise en œuvre	Ressources (000 USD)	Durée	Evolution	
OBJECTIF 1 : AMELORER LA PRODUCTIVITE ET LA QUALITE DE LA RECOLTE	1.3.	RENFORCER LA VULGARISATION									
		- Renforcement des services de vulgarisation (formation, motivation, équipement, ...)	151	1	Subventions / Formation	Producteurs	ONC + CARG + INERA				
		- Production de supports didactiques en matière de café	152	3	Communication / Information	Producteurs	ONC + CARG + INERA + INADES				
		- Promulgation et vulgarisation du Code Agricole	153	3	Réglementation / Communication	Producteurs	PR - ONC + CARG + ONGD				
	1.4.	FACILITER L'ACCES AUX INTRANTS									
		- Renforcement et extension des structures de production et de diffusion de matériel végétal performant	111	1	Subventions / Production	Producteurs	- INERA - ONC + SYDIP + SOPACEDI - Domaine de Katalé - CDI BWAMANDA			1.250 ha/an depuis 2 ans pour un objectif de 35.000/an	
		- Approvisionnement régulier en intrants (engrais, pesticides et outillage) de qualité	112	1	Subventions / Réglementation / Gouvernance	Producteurs	MINAGRI / SENAFIC + Secteur Privé				
		- Allègements fiscaux des intrants et équipements agricoles	113	2		Producteurs	MINAGRI				
		- Gestion transparente des subventions l'Etat et des mesures prises au profit de la production	114	2		Producteurs	MINPLAN + MINAGRI + ONC				
		Appui technique à la fabrication des engrais et des pesticides organiques	115	3	Subventions / Production	Producteurs	SNRA + ONG			exonération annuelle depuis 2 ans	
	1.5.	RENFORCER LES CAPACITES ORGANISATIONELLES DES PRODUCTEURS									
		- Structuration des producteurs au sein des organisations fortes	161	1	Formation / Structuration	Producteurs	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL + INADES + ONC				
		- Formation continue en management	162	3	Formation / Structuration	Producteurs	INADES FORMATION				
		- Consolidation du partenariat entre OP et structures étatiques	163	3	Formation / Structuration	Producteurs et acheteurs	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT				

PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE DE RELANCE DE LA FILIERE CAFE EN RDC

Objectif 1 : Améliorer La Productivité et la Qualité de la Récolte

OBJECTIF	Sous-objectif	Activités	N° Activité	PRIORITE	Types d'actions	Bénéficiaires directs	MESURES NATIONALES EXISTANTES				Appuis extérieurs requis
							Responsables de mise en œuvre	Ressources (000 USD)	Durée	Evolution	
OBJECTIF 1 : AMELORER LA PRODUCTIVITE ET LA QUALITE DE LA RECOLTE	1.6.	LUTTER CONTRE LES MALADIES ET LES RAVAGEURS									
		- Gestion intégrée des maladies et principaux ravageurs	191	1	Recherche / Vulgarisation	Producteurs	MINAGRI + ONC +SNRA CLINIQUE DES PLANTES				
		- Mise en place d'un programme de surveillance continue des maladies et des ravageurs	192	2	Recherche / Vulgarisation	Producteurs	MINAGRI + ONC + OP				
	1.7.	METTRE EN PLACE DES MECANISMES DE FINANCEMENT APPROPRIES AUX ACTIVITES DE PRODUCTION									
		- Promotion des systèmes de financement appropriés	181	1	Financement / Formation	Producteurs	MINAGRI + MINFIN+Secteur Privé				
		- Organisation de concertations avec des banquiers	182	3		Producteurs	MINAGRI + MINFIN+ Secteur Privé				
	1.8.	PROMOUVOIR LE TRAVAIL DES FEMMES ET DES JEUNES DANS LA CAFEICULTURE									
		- Instauration d'appuis spécifiques aux femmes caféicultrices	141	1	Subvention / Structuration	Femmes	MINAGRI/ONGD				
		- Affectation et aménagement des terres pour de nouvelles plantations de café pour les jeunes	142	2	Subvention / Structuration	Producteurs	MINAGRI + MINAF + Autorités coutumières				
		- Instauration de facilités à l'installation des jeunes dans la caféiculture	143	3	Subvention / Structuration	Jeunes	MINAGRI (interventions économiques)				
		- Soutien à la diversification des revenus des caféiculteurs	144	3	Formation / Structuration	Producteurs	MINAGRI + CARG + ONC + INERA				
	1.9.	METTRE EN PLACE DE NOUVELLES EXPLOITATIONS									
		- Mise en place de mesures incitatives	171	1	Subvention	Producteurs	MINAGRI				
		- Sensibilisation des populations	172	2	Foncier	Producteurs	MINAGRI+ONC+CARG+OP				
		Identification de nouveaux espaces	173	3	Foncier	Producteurs	CARG				

PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE DE RELANCE DE LA FILIERE CAFE EN RDC

Objectif 2 : Améliorer les Process de Traitement et la Torréfaction

OBJECTIF	Sous-objectif	Activités	N° Activité	PRIORITE	Types d'actions	Bénéficiaires directs	MESURES NATIONALES EXISTANTES				Appuis extérieurs requis
							Responsables de mise en œuvre	Ressources (000 USD)	Durée	Evolution	
OBJECTIF 2 : AMELIORER LES PROCESS DE TRAITEMENT ET LA TORREFACTION	2.1.	EQUIPER LES OP D'INFRASTRUCTURES ET OUTILLAGE DE BASE									
		- Appui à la construction des aires de séchage et de leurs enclos pour les OP ayant une certaine envergure	211	1	Subventions / Production	Producteurs	MINAGRI + ONC+ONGD				
		- Fourniture généralisée de bâches, tamis et claies de séchage aux producteurs	212	2	Subventions / Production	Producteurs	MINAGRI + ONC+ONGD				
		- Appui à la construction de magasins de stockage pour les OP ayant une certaine envergure	213	2	Subventions / Production	Producteurs	MINAGRI + ONC				
	2.2.	PROMOUVOIR LE TRAITEMENT PAR VOIE HUMIDE									
		- Appui à la construction des centres de dépulpage collectifs et des stations de dépulpage-lavage pour la production de cafés lavés	221	1	Formation, Structuration	Producteurs et Acheteurs	MINAGRI + ONC+Secteur Privé				
		- Allègements fiscaux sur les équipements neufs des stations de lavage et des usines de décortiquage	222	2	Subventions	Producteurs et Usiniers	MINFIN + MINAGRI				
		- Formation de techniciens à l’entretien des équipements	223	3	Formation, Structuration	Producteurs et Usiniers	ONC				
	2.3.	PROMOUVOIR LA TORREFACTION ET LA CONSOMMATION LOCALES									
		- Organisation de la profession de torréfacteur	231	2	Structuration	Torréfacteurs	ONC + OCC				
		- Allègements fiscaux sur les équipements de torréfaction	232	2	Réglementation / Subvention	Torréfacteurs	ONC + MINAGRI + MINPLAN + MINFIN				
		- Mise en place des kiosques de dégustation	233	2	Promotion	Torréfacteurs	ONC+Secteur Privé				
		- Formation des torréfacteurs aux standards internationaux	234	3	Formation	Torréfacteurs	ONC				
		- Développement de campagnes médiatiques sur les vertus du café et les différentes formules de consommation au niveau local	235	3	Communication / Information	Torréfacteurs	MINAGRI + ONC				
		- Institution d'un événement promotionnel annuel sur le café	236	3	Promotion	Torréfacteurs / Producteurs	MINAGRI + ONC + INERA + Secteur Privé				

PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE DE RELANCE DE LA FILIERE CAFE EN RDC

Objectif 2 : Améliorer les Processus de Traitement et la Torréfaction

OBJECTIF	Sous-objectif	Activités	N° Activité	PRIORITE	Types d'actions	Bénéficiaires directs	MESURES NATIONALES EXISTANTES				Appuis extérieurs requis
							Responsables de mise en œuvre	Ressources (000 USD)	Durée	Evolution	
OBJECTIF 2 : AMELIORER LES PROCESS DE TRAITEMENT ET LA TORREFACTION	2.4.	RENFORCER LES CAPACITES DES PRODUCTEURS DANS LA TRANSFORMATION									
		- Formation continue des producteurs sur : les pratiques et traitements post récolte (qualité, conditionnement, stockage, ...)	241	1	Formation	Producteurs	ONC				
		- Valorisation des sous produits du café	242	3	Formation	Producteurs	ONC + SNRA + ONGD				
		- Assistance technique dans la transformation	243	3	Subventions / Formation	Producteurs	ONC + ONGD				
	2.5.	REHABILITER LES UNITES DE TRANSFORMATION EXISTANTES									
		- Appui à l'équipement	251	1	Subvention	Producteurs et Torréfacteurs	MINAGRI + MINISTERE DE L'INDUSTRIE				
		- Inventaire des unités existantes	252	2	Subvention	Producteurs et Torréfacteurs	ONC				
		- Renforcement des capacités techniques	253	3	Subventions / Formation	Producteurs et Torréfacteurs	ONC				

PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE DE RELANCE DE LA FILIERE CAFE EN RDC

Objectif 3 : Améliorer les Circuits de Commercialisation

OBJECTIF	Sous -objectif	Activités	N° Activité	PRIORITE	Types d'actions	Bénéficiaires directs	MESURES NATIONALES EXISTANTES				APPUIIS EXTERIEURS REQUIS
							Responsables de mise en œuvre	Ressources (000 USD)	Durée	Evolution	
OBJECTIF 3 : AMELIORER LES CIRCUITS DE COMMERCIALISATION	3.1.	DOTER LA FILIÈRE D'UN SYSTÈME D'INFORMATIONS PERFORMANT									
		- Mise en place d'un système d'Information fiable, utilisant SMS, radio, TV, journaux, Internet, etc.	311	1	Communication / Information	Tous acteurs directs et indirects	MINAGRI + ONC + CARG + INADES + INERA				
	3.2.	PROMOUVOIR LA QUALITÉ									
		- Formation des producteurs au contrôle de la qualité	321	1	Structuration	Producteurs, Acheteurs	ONC				
		- Formation des opérateurs à la dégustation afin de prendre conscience de la nécessité d'un travail rigoureux	322	2	Structuration	Tous les opérateurs directs et indirects	ONC				
		-Equipement des OP en outils appropriés (balances, humidimètres.)	323	2	Subventions	Producteurs, Acheteurs	ONC				
		-Adaptation des normes nationales aux standards internationaux	324	3	Réglementation	Tous les opérateurs directs et indirects	MINAGRI + ONC				
		-Instauration de mesures visant à primer les meilleurs planteurs (livret du planteur, Primes.)	325	3	Subventions	Producteurs	MINAGRI + ONC				
	3.3	PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES COMMERCIALES									
		- Incitation aux ventes groupées par les organisations de producteurs	331	1	Formation	Producteurs	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL + ONC				
		- Promotion de partenariats solides entre producteurs et Acheteurs	332	2	Conventions	Producteurs	ONC + Secteur Privé				

PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE DE RELANCE DE LA FILIERE CAFE EN RDC

Objectif 3 : Améliorer les Circuits de Commercialisation

OBJECTIF	Sous-objectif	Activités	N° Activité	PRIORITE	Types d'actions	Bénéficiaires directs	MESURES NATIONALES EXISTANTES				APPUIS EXTERIEURS REQUIS
							Responsables de mise en œuvre	Ressources (000 USD)	Durée	Evolution	
OBJECTIF 3 : AMELIORER LES CIRCUITS DE COMMERCIALISATION	3.4.	FACILITER LE FINANCEMENT DES CAMPAGNES DE COMMERCIALISATION									
		- Appui sous la forme d'un Fonds de garantie pour les crédits de campagne aux producteurs	341	1	Structuration	Producteurs	MINAGRI + MINFI				
		- Extension de la micro finance dans les zones de production pour les petits planteurs	342	2	Conventions	Producteurs	MINAGRI + MINFI + Micro finances				
	3.5.	ASSAINIR ET FLUIDIFIER LES CIRCUITS DE COMMERCIALISATION									
		- Elimination de toutes les formes de tracasseries (taxes illicites et barrières diverses)	351	1	Gouvernance	Acheteurs et Exportateurs	Gouvernement				
		- Extension du Guichet unique sur tous les points de sortie	352	2	Réglementation	Exportateurs	Gouvernement				
		- Réduction des charges à l'exportation	353	2	Réglementation	Exportateurs	Gouvernement				
		- Facilitation de l'obtention des autorisations	354	2	Réglementation	Exportateurs	Gouvernement				

6. Cadre de mise en œuvre de la stratégie

6.1. Responsabilités

La réussite de la stratégie dépendra de la capacité des divers acteurs de la filière à agir en coordination, dans le cadre d'une interface entre le secteur public et privé. Plusieurs cadres de concertation permettront de maintenir ce lien :

- Le Comité de Suivi National incluant les principaux partenaires (Ministère, ONC, Exportateurs, Producteurs, Bailleurs, Institutions de Recherche, Agence d'appui technique) sera en charge de la coordination stratégique et de la revue annuelle des principaux progrès enregistrés. Il aura pour mission de recommander des adaptations et amendements dans les activités en cas de dysfonctionnement identifié.
- Les Comités de Pilotage Provinciaux auront pour responsabilité le suivi opérationnel de la mise en œuvre des activités identifiées dans le cadre du plan d'action provincial, déclinaison de la stratégie nationale à l'échelon local. Ils seront les récipiendaires des rapports d'activités rédigés par les agences d'exécution locales sélectionnées et s'assureront de maintenir un lien fort avec le Comité National.
- L'Agence d'appui technique sera sélectionnée pour ses compétences ainsi que sa connaissance du contexte propre à la RDC. Elle sera chargée de renforcer les capacités du Comité de Pilotage National et des Comités de Pilotage Provinciaux et de les doter des outils méthodologiques nécessaires pour assurer le suivi/évaluation nécessaire (indicateurs, tableaux de bord prospectifs). Elle les accompagnera également au quotidien dans l'accomplissement de leurs fonctions et garantira la bonne utilisation des fonds ainsi que la présence des mécanismes de contrôle financier nécessaires.
- Les agences d'exécution locales seront en charge de la mise en œuvre des activités sur le terrain. Elles seront sélectionnées sur la base de leurs capacités à travers un processus compétitif rigoureux et approuvées par le Comité de Suivi National.

6.2. Approche générale

L'approche choisie consistera à s'assurer de la réalisation des étapes suivantes :

- 1) l'élaboration et la valorisation des projets de mise en œuvre ;
- 2) les études de faisabilité des projets élaborés sur terrain;
- 3) l'information des autorités territoriales locales dans les zones d'exécution des projets ainsi que la sensibilisation des acteurs concernés par ces projets ;
- 4) la recherche et la mise à disposition des ressources et des compétences nécessaires ;
- 5) le lancement et l'exécution effective des projets ayant rempli les conditions requises ;
- 6) le suivi et l'évaluation des projets;
- 7) le suivi, l'évaluation et le pilotage de la stratégie nationale

Afin de maximiser l'efficacité des efforts de mise en œuvre, on veillera particulièrement aux éléments suivants:

- La mutualisation des efforts
- Le partage des informations
- La mobilisation de ressources

Pour le suivi – évaluation, il sera crucial de suivre de très près son exécution régulière en respectant le chronogramme qui lui est relatif. Les principaux indicateurs de performance du système de contrôle et d’appréciation (monitoring) d’un projet, d’une action ou activité ou de la stratégie terrain seront :

- les structures à installer ;
- les équipements et matériels prévus ;
- les intervenants possibles ;
- les techniques appliquées ;
- les objectifs arrêtés, à poursuivre ;
- les résultats attendus ;
- l’aspect environnemental ;
- l’impact du travail.

Les huit membres actuels du comité national de suivi sont noté en Annexe 7.

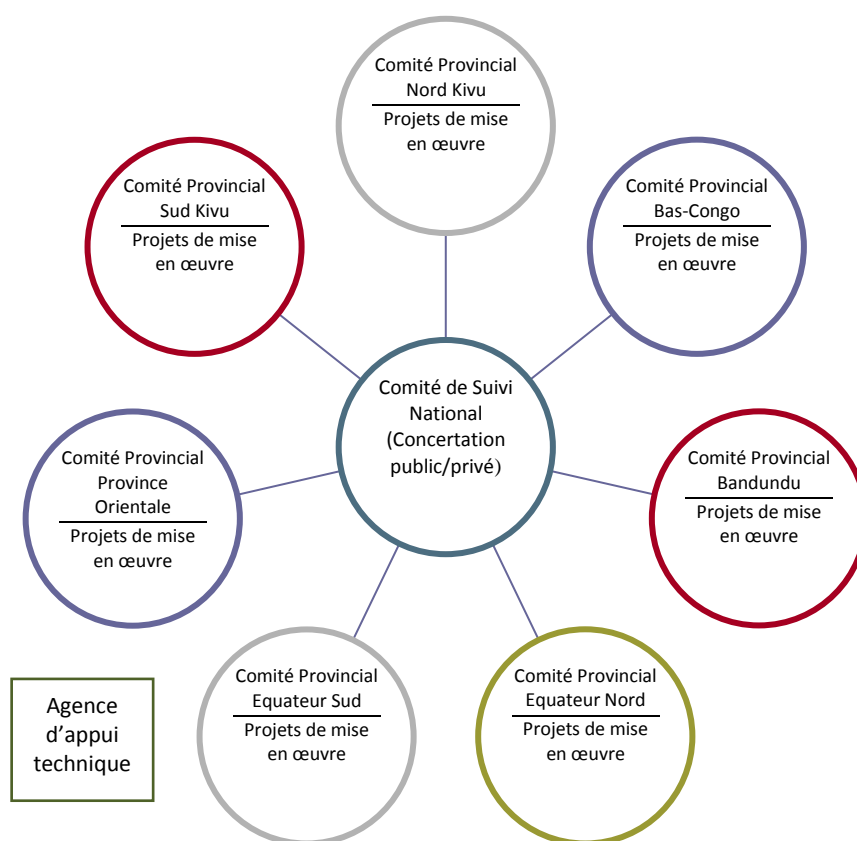


Schéma de mise en œuvre de la stratégie nationale.

7. Scenarii possibles d'évolution

7.1. Scenario favorable

Si:

- Les acteurs de la filière sont suffisamment outillés, formés et informés à chacune des étapes de la chaîne de valeur ;
- La qualité du produit est améliorée, grâce aux bonnes pratiques agricoles et un traitement post-récolte amélioré ;
- Le Gouvernement, avec l'appui des bailleurs de fonds, met en place des mécanismes de financement pour faciliter l'accès à certains fonds des acteurs de la filière à des conditions acceptables en vue de moderniser leur outil de travail et parvenir à développer des unités de transformation ;
- Les infrastructures de transport sont aménagées et ou réhabilitées pour faciliter l'écoulement des produits ;
- Le système d'information est modernisé permettant à la filière de recevoir des services de soutien au commerce et une meilleure assistance ;
- Les associations de la filière s'organisent et les rencontres entre les acteurs de la filière sont régulières pour l'harmonisation de leurs points de vue autour des problèmes rencontrés dans l'exercice de leurs activités ;
- Les exportations peuvent devenir plus compétitives grâce à des mesures gouvernementales appropriées et discutées avec les acteurs de la filière ;
- La filière se renforce grâce au programme de relance et les activités de promotion de la filière sont de plus en plus efficaces ;
- Le rajeunissement des plantations s'opère avec, en appui, un important matériel végétal performant ;
- Les structures de recherche et d'encadrement sont renforcées et la vulgarisation et la diffusion de nouveau matériel sont effectives ;
- La filière s'organise, se structure et les opérateurs se positionnent par rapport à la chaîne de valeur et développent une approche interprofessionnelle pour atteindre les objectifs visés.

Alors,

- La vision et les objectifs définis dans le cadre de cette relance seront atteints : la production annuelle de café marchand atteindra 70 000 tonnes (T) (dont Robusta 56 000 T et Arabica 14 000 T) et les exportations s'élèveront à 60 000 T (dont Robusta 47 000 T et Arabica 13 000 T) ;
- La filière se préparera à très court terme à devenir compétitive et professionnelle et les acteurs de la filière se mobiliseront pour atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés ;
- La filière deviendra, dans les 5 années à venir, compétitive par rapport aux autres pays producteurs de café, se renforcera sur les marchés existants et aura accès à de nouveaux marchés, sera reconnue par les acheteurs comme une filière qui tient ses engagements et qui propose des produits diversifiés de bonne qualité.

Ainsi, on pourra espérer une amélioration des richesses en milieu rural et des revenus des différents acteurs intervenant dans la filière.

7.2. Scénario défavorable

Si :

La stratégie n'est pas exécutée dans la mesure où les objectifs hiérarchisés et les activités retenues ne sont pas mises en œuvre en coordination avec la filière.

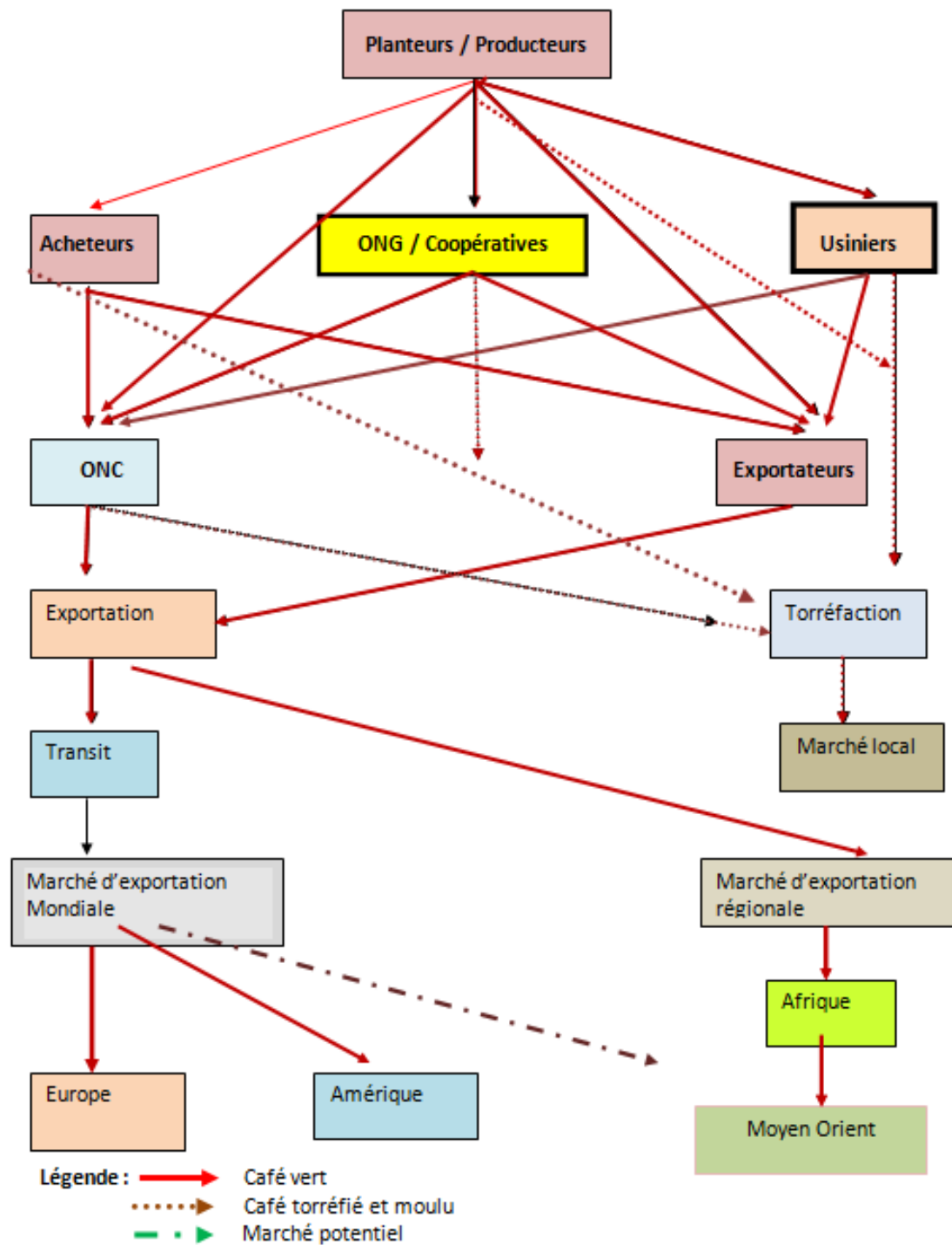
Alors,

La filière café restera en veilleuse et sa relance envisagée ne sera pas effective. Le document de la stratégie restera lettre morte et en conséquence suivra le triste sort de beaucoup d'études antérieures, dont les rapports ont été de vaines tentatives de changement. Les membres des comités provinciaux de pilotage des filières café cacao seront déçus après tant d'efforts fournis. Les opérateurs économiques, fortement sensibilisés, seront également déçus et se résigneront à des actions individuelles, peu efficaces car en dehors de toute approche pluri-acteurs.

La caféiculture congolaise déjà en difficulté risque de verser, lentement mais sûrement, dans l'extinction.

La R.D.Congo deviendra un producteur marginal, alimentant les industries des autres pays par le biais de la fraude. Son café ne sera plus identifié sur les marchés internationaux.

Annexe 1 : La chaîne de valeur du café en RDC



Annexe 2 : Cartographie des provinces impliquées dans le processus de relance du secteur café et disposant de comités provinciaux



Comité National de Suivi



Comité Provinciaux de Relance du Secteur Café



Zone de production secondaire à intégrer ultérieurement dans le processus

Annexe 3 : Projets en cours pertinents pour la relance du secteur café

i. Programme Multisectoriel d'urgence de Réhabilitation et de Reconstruction (PMURR).

Ce programme porte sur un financement de la Banque Mondiale de 125 millions USD, dont 8 millions sont attribués aux réalisations suivantes:

- la production végétale par la mise à disposition des paysans de boutures saines et de semences de qualité des principales cultures vivrières ;
- la production des semences améliorées (maïs, riz, arachide, haricot, niébé, soya et manioc),
- la réhabilitation de 1 310 kms de pistes rurales destinées à améliorer l'accès aux marchés des paysans producteurs dans 7 provinces de la République Démocratique du Congo ;
- la production animale, à travers la formation des formateurs des éleveurs et pisciculteurs dans les provinces de Kinshasa, Bandundu et Bas-Congo ;
- la réalisation des études sectorielles pour la relance des filières agro-industrielles du coton, du palmier à huile de l'hévéa, du café, du cacao, du thé et du quinquina. Ces enquêtes ont été menées dans le Bas-Congo, le Bandundu, les 2 Kasai, la Province Orientale, le Kivu et l'Equateur.

L'exécution et la réussite de cette stratégie dépendent, outre de la volonté et de la détermination des acteurs et des décideurs, mais aussi et surtout de la gestion efficiente et responsable des moyens mis en œuvre.

ii. Programme d'Appui à la Réhabilitation du Secteur Agricole et Rural (PARSAR)

Le projet financé par la Banque Africaine de Développement (BAD) porte sur un prêt et un don de 41,47 millions USD et touche les provinces de Bandundu et Bas-Congo. L'essentiel des activités est:

- l'appui aux structures de recherche dont INERA, SENASEM, SNV et SNSA) par le renforcement des capacités ;
- publication de la loi foncière ;
- privatisation des fermes semencières dans la province du Bas-Congo.

iii. Programme de Réhabilitation du Secteur Agricole et Rural dans les provinces du Katanga, Kasai Oriental et Kasai Occidental (PRESAR).

Ce projet porte sur un don de 59,04 millions USD et vise : (i) le renforcement de la sécurité alimentaire par l'accroissement de la production vivrière à travers le renforcement des capacités des services d'appui à l'Agriculture et au Développement Rural, (ii) le développement de la production agricole, (iii) la réhabilitation des infrastructures routières.

iv. Projet d'Appui au Programme Régional d'Aménagement du Lac Tanganyika (PRODAP)

Dans le cadre de l'aménagement de la pêche, ce projet est en cours d'exécution et porte sur un prêt et don d'un montant de UC 11,75 millions. Il vise à réduire la pauvreté dans le bassin du Lac Tanganyika, par l'amélioration (i) des conditions sociales et sanitaires (ii) de la situation alimentaire des populations. Les principales activités sont :

- le renforcement des capacités institutionnelles ;
- l'amélioration de la pêche et protection de l'environnement.

v. La réhabilitation qualitative et quantitative du café en vue d'améliorer les conditions de vie des paysans caféiculteurs sinistrés, déplacés de guerre, et leur réinsertion dans leur milieu d'origine ainsi que la protection de leur environnement biophysique en RDC. (Common Fund for Commodities)

Le principe du projet a été approuvé mais son contenu est en cours d'élaboration.

Annexe 4 : Liste des participants aux ateliers provinciaux et rapports des ateliers (plans d'actions provinciaux)

(Plusieurs centaines de pages disponibles uniquement sur CD ROM. Demandes à effectuer office@cafeafrika.org)

Annexe 5 : Liste des Participants à l'Atelier Conférence - National de Kinshasa au Centre Nganda du 27 Au 29 Janvier 2010

N°	Noms et Prénoms	Institution	Fonctions	Contacts	
				Email	Téléphone
1	Abbé OSWLAD BAGAZA BALA	ASODEV	Adm. Directeur	asodev@hotmail.com	0810945212
2	Aboubakar NIANGADOU	SOCOPA	Directeur	aboubacarniangadou@yahoo.fr	0993246856
3	Adrien KALONJI-MBUYI	UNIKIN/CREN-K	Professeur	adrienkalonji@yahoo.fr	0999988873
4	Alain LITANDA		EVE		
5	Alain MWAMBA	CEDAP	Secrétaire		
6	ALEFE Théodore	Plant. MOTANDO	Adm. Société	Alefetheoplantmotando@yahoo.fr	0819906262
7	Alex MULONGO	S.N.			0998498987
8	ALIBHA'HASSHN	CODEPA	D.G.		0999928900
9	AMADOU OUMAR BA	B. MONDIALE	Expert Agri		081546725
10	Anne TAMBARA	USAID/COMPETE	Progr CO		+254204212000
11	BABONE BAHIZIRE	Dév. Rural	Directeur	babobetheodore@yahoo.fr	0813214214
12	BALUKISA NINGA TITO	PRIVE	Homme d'affaires	totitabetkin@yahoo.fr	0817009599
13	BANTU MBAMBI Gentil	OP. ECON.	Avocat	gentilbantu@yahoo.fr	0815025974
14	Barthélemy MUKEDDE	ONC	Directeur Ccial		0812409544
15	Benoît VAN MAELE	11.11.11	Chef de mission	Benoit.vanmaele@yahoo.fr	
16	Bernadette KAMANGO	CTB/MINAGRI	Consultante	Bernadette_kamango@yahoo.fr	0998479675
17	Bernard MUSANGU	BRGDRN	Coordonnateur	Bernard_musangu@yahoo.fr	0998204851
18	BIETO Albert	Dép. AGRI	Consultant		0899725268
19	BOZEME Jean Cyrille	ONC	Dir. Etudes		0815087790
20	Claude NABAHA	CNONGD	Chargé lobbying	kalimbacnongd@yahoo.fr	0991100827
21	DEKA BONWENDE Jacques	Exploitant Cacao	Président ONG	jacquesdeka@yahoo.fr	0998503925
22	DIAKANUA BAKU Samuel	SOCOLO Nlle	Dir. Gérant	diakanuabaku@yahoo.fr	0815033223
23	DIBWE Daniel	INERA	Expert	Dibwa_munkala@yahoo.fr	0999998149
24	DIMANDJA Albert	Consultant	Expert		0998127376
25	Doudou BOSASE	CTB MINAGRI	Journaliste	doudouver@gmail.com	0817224273
26	DUBE Philippe	Café Africa	Consultant	phdube@gmail.com	0812804381
27	EBOSIRI CLARA	EBOCOM	Secrétaire		0815037605

28	Eleuthère MASUMBUKO	MINAGRI	Expert	papemasumbuko@yahoo.fr	0813532328
29	ENYEKA Roger	CARITAS	Directeur	renyeka@yahoo.fr	0816183003
30	Ernest KUYENGELA	PREFED RDC	Dir. Exécutif	prefedrc@yahoo.fr	0998351556
31	Etienne DELBAR	EAFCA	Chairman	etiennedelbar@gmail.com	
32	Eurelle ANYAMBELA	CRAC	Président		0810059575
33	Florentin MOKONDA	UNIKIN	Professeur	fmokinda@yahoo.fr	0810001841
34	FONU ANAHENDO Josée		Présidente	Djoso2009@yahoo.fr	0992115418
35	Gassi SIMBARY	SNV/Coo Nerland	CTP	ngassisimbarry@snvword.com.	0999672838
36	Gilbert RAMAZANI	FEC	Chef de Service	ramazanigilbert@hotmail.com	0999947962
37	HALAFU	CODEFRA	Administrateur	jfhalafu@yahoo.fr	0999915213
38	Honoré KANANA	BRT AFRICA	Journaliste		0899894417
39	Alain HUART	MINAGRI CTB	Ass. Technique	Alain_huart@hotmail.com	0816517612
40	HUDI AH'MED	Sté Café Carioca	Dir. Admin.		0999905049
41	Ignace NZELE	FVR Socolo	Sec. Exécutif	Ignace.nzele@gmail.com	0997587896
42	ISUNGU Florentin	ONC	DTA US Direct.		0818132071
43	IYEYA Jean Robert	SOCOLO Nlle	Coordonnateur	iyeyajr@yahoo.fr	810779814
44	jean claude TAWI	Reconstruction	Conseiller	j.c@yahoo.f	
45	Jerôme ROUX				
46	Joachim UMBABA	CAVTK	1 ^{er} Vice Présid.	umbaisasave@yahoo.fr	0999992801
47	John SHULTER	CAFE AFRICA	Président	jes@cafeafrika	0818502756
48	Josée IFULU	MINAGRI	Cellule de réforme	merveif@yahoo.fr	0998241183
49	Joseph Désiré SAPATA	MININDUST.	Coordon. Adj.	j.desapata@yahoo.fr	0999043251
50	KABONGO Albert	ONC	Dir. ONC BENI	Alkabongo2007@yahoo.fr	0818132356
51	KAKULE SUMBUSU	Assemblée Nat.	Député Nat.	sumbusum@yahoo.fr	0990903158
52	KAMBALE KAMUNGELE	Ets TSONGO KASEREKA	Directeur	kamungele@gmail.com	0998471239
53	KAMBALE MANZEKELE	FEC	Président	jermanze@yahoo.fr	0998395133
54	KANANA NSHIMBA	BRT AFRICA	Jouranliste REP		0899894417
55	KAPABWE	MINAGRI	Conseiller	kapambwe@yahoo.fr	0998910917
56	KAPIAMBA ILUNGA		Directeur	kapiambahubert@yahoo.fr	
57	KAPUYA Hubert	ONC	Chef de Centre	hubertkapuya@yahoo.fr	0816251539
58	KARUME GBADI		Chef Coutumier		0994407607
59	KARUME NTWALI Félix	UPN/BSB	Conseiller	fkarume@hotmail.com	
60	KSOKI MAOMBI Aimée	UPN	Etudiante	aimeenzinzi@yahoo.fr	0815189493
61	KASONGO Albert	Environnement	C.D.		0818031509
62	KATEMBO Jacques	A.N.	Cultivateur	manguredjpa@yahoo.fr	0990903170
63	KATENDE MUKAMBA	ASCOVI	Coord. Provin.	Katendegus16@yahoo.fr	
64	KATENGA Joseph	UNIKIN	Expert	Jo9skatenga@yahoo.fr	0998299617
65	KIATOKO SOLI	AGRIPEL B.C.			
66	KISENDA Jean Mariel	BRGDRN	Chef d'Antenne	saoskimp@yahoo.fr	0998291020
67	KONDE NZAU	ONC	Auditeur P.A.		0813177875
68	KUIKA TSONI Daniel	AGRIPEL BOMA	Président	danielkuika@yahoo.fr	0855180433
69	Lambert PENE	MINAGRI A.E.	Conseiller		0998369228
70	LECHUANGE Jean	ONC	ADT		0999958988
71	Léontine KITAMBALA	COPEMECO	Administrateur		0815184744

72	LIBENDELE LOBUM	Présidence R.	Conseiller	emmalibendele@yahoo.fr	0999996984
61	KASONGO Albert	Environnement	C.D.		0818031509
62	KATEMBO Jacques	A.N.	Cultivateur	manguredjpa@yahoo.fr	0990903170
63	KATENDE MUKAMBA	ASCOVI	Coord. Provin.	Katendegus16@yahoo.fr	
64	KATENGA Joseph	UNIKIN	Expert	Jo9skatenga@yahoo.fr	0998299617
65	KIATOKO SOLI	AGRIPEL B.C.			
66	KISENDA Jean Mariel	BRGDRN	Chef d'Antenne	saoskimp@yahoo.fr	0998291020
67	KONDE NZAU	ONC	Auditeur P.A.		0813177875
68	KUIKA TSONI Daniel	AGRIPEL BOMA	Président	danielkuika@yahoo.fr	0855180433
69	Lambert PENE	MINAGRI A.E.	Conseiller		0998369228
70	LECHUANGE Jean	ONC	ADT		0999958988
71	Léontine KITAMBALA	COPEMECO	Administrateur		0815184744
72	LIBENDELE LOBUM	Présidence R.	Conseiller	emmalibendele@yahoo.fr	0999996984
73	LIES VANMULLEY	TRIAS	Conseiller		0814134078
74	Likoy jean Paulin	CACAOCO	Directeur		0812492564
75	LISUNGU Florent	ONC	Dir. Technique		0818132071
76	LOLA TUI NGONGO	WWF	Conseiller	lolatuipapy@yahoo.fr	0990336130
77	LUAMBA ME DUMA	MINAGRI	Point Focal Engrais	luambamedum@yahoo.fr	0998632832
78	LUKUSA MBUYAMBA	CRAC	Président		0810059575
79	LUMBA MVUEMBA	MINAGRI	Expert		0998587779
80	LUPAKA Emery	Chercheur UVDC	Nazareth Schel		0896046551
81	Lyna MUKWA	Clinique des Plantes	Chef de Projet	lynamukwa@yahoo.fr	0815051891
82	Lydie KASONIA	SIDIP	Ch. Genre et Synd. Paysan	masikalydie@yahoo.fr	0998386412
83	MABEKA Jean	MINAGRI	Consultant Itin.	jmantuikamabeka@yahoo.fr	0810664269
84	MAMPUYA LUVUANGU	MINAGRI	Directeur	imuine@yahoo.fr	0810829132
85	MANTATA TOURE	BCDC	Corporate Manager	mana@bcdd,cd	0810446716
86	Marc TUNIEKA	CMP BDD	Président	marctunieka@yahoo.fr	0998681010
87	Marie DILU	COPEMECO	Administrateur	dilumarie@yahoo.fr	0999933769
88	MATESO WABIBULWA	MINAGRI	DIRCAB		
89	MATESO WABIBULWA	MINAGRI	DIRCAB		
90	MATHE NZINZI HULA	Ass. National	Député National	mathenzinzi@gmail.com	0990904266
91	Matthieu MUKENGE	MINAGRI	Cellule de réforme	Musakem2002@yahoo.fr	0816031184
92	Me ITOLE	MINAGRI	Conseiller Jurid.		
93	Michael NYAMIYENGE	Torréfaction	Torréfacteur	micaf@yahoo.fr	
94	MILAMBO Dieudonné	Chambre de Com.	Secrétaire Ex.	chbrccic@yahoo.fr	0998713050
95	MISI Jean Robert	MINAGRI	Conseiller	lr_misi@yahoo.fr	0998396648
96	MOINDO MUKEVERE	FEC BENI	Doyen FEC	thomasmuke@yahoo.fr	0998394958
97	MOKILI DANGA	CDI Bwamanda	MOKILI		0999948480
98	MOMBI Grégoire	SODEBU	Assist. Séc.	Gregoiremobi @yahoo.fr	0811503102
100	MOMBO PHUATI Russel	TRIAS			0999171897
101	MOTENDE Jean	ONC MBKA	Dr. Mbandaka		0817226945
102	MPAKA SANA	OGEFREM	Représentante		0998889445
103	MOINDO MUKEVERI	FEC BENI			
104	MUKARANIA Jacob	Kisumba SOCOAC	Gestionnaire	Mnjacab07@yahoo.r	0815794646
105	MUKUNA KALONDA	ONC	ADG		0999918622
106	MUNZUNDU Tharcisse	CPB	Secrétaire		0810537097
107	MUSOKO MBUYI	ASCOVI	Président	Ascovi2002@yahoo.fr	0815023698
108	MUTIMA Célestin	Min. Dév.	Attaché		0897822770
109	NDENGE Barthélemy	IPAPEL BDD	Inspecteur		0814927277

110	NGEZAYO Victor	Privé	Admin.		0998190659
111	NGONGO NDALA Albert	OFIDA	Inspecteur		0898125571
112	NGUNZA TAMBWE	ONC	Chef de Centre		0813694595
113	NKEMA LILOO	SOCOLO Nlle	Administrateur	bokonzi@hotmail.com	0811949585
114	NSHWO LYOTO	ONC	Directeur		0998188209
115	Patrick HOUBEN	U.E.			0817009424
116	Patrick MAKALA	MAPPE	DSG	P_makala@yahoo.fr	0814082027
117	Paul MABIALA	COPEMECO	Séc. Exéc. Nat.	Paul_a_mabiala@yahoo.com	0993257820
118	Paulin OSIT	MINAGRI	Cellule Réforme	paulinosit@yahoo.fr	0815178195
119	PULULU MFWIDI	ISP GOMBE	Professeur	Pululujilbert2006@yahoo.fr	0998135392
120	Raph. WASHE	CTB PAIDECO	Expert Nat.	washetsh@yahoo.fr	0818946320
121	Raphaél MONYAMPALA	SODEBU	Planteur		0810201002
122	Raph. WAHE	CTB PAIDECO	Coordonnateur		0818146320
123	Rigo GENE	CNONGD	Chargé de Pr.		099830372
124	Roger TE-BIASU	Econ. Nat.	Conseiller	rogerbia@hotmail.com	0997140233
125	SAKINA Joëlle	Ets TSONGO-K.	Prép. Export.	joellesbht@gmail.com	0997820609
126	SEKOU NIANGADOU	SAGRIMEX	Dir. Général	abubakarniangadou@yahoo.fr	0999943700
127	SONA EFUMKAM	ONC	ADF		0994035052
128	STEVEN HUMPHREYS	COMPETE USAID	Program NAIROBI		
129	TALAKAKA Jean	Congo Web TV	Camramen		0997523020
130	Thomas KEMBOLA	MINAGRI	S.G. Honoraire	tkjumi@yahoo.fr	0990011829
131	TSHIAMI Boniface	ONC	Dir. Com. Adj.		0817177699
132	VANMULLEM Lies	TRIAS	Cons. Agricole	Lies.vanmullem@triosngo.be	0814134078
133	YAMBA YAMBA	ONC	DTA Agro		0817226862
134	ZOMBINA LYLY	Enseignante	Nazareth Schel		0897108227

Annexe 6 : Liste des Participants à l'atelier de Formulation du Plan de Mise en Œuvre de la Stratégie Nationale de Relance de la Filière Café.

N°	Noms et Prénoms	Institution	Fonctions	Contacts	
				Email	Téléphone
01.	THOMAS KEMBOLA	MINAGRI	Coordonnateur	tkejuni@yahoo.fr	00990011829
02.	MALEDY Omer	Expert	Expert Cameroun	maledyomer@yahoo.fr	+23775290708
03.	Jean Cyrille BOZEME	ONC	Dir. Etudes		0815087799
04.	Joseph KATENGA	UNIKIN	Expert	joskatenga@yahoo.fr	0998299617
05.	YAMBA YAMBA Emile	ONC	DTA AGRO	emileyambayamba@yahoo.fr	0817226862
06.	Albert DIMANDJA	Expert	Expert		0813289815
07.	Daniel DIBWE MUNKAMBA	INERA	Chercheur	Dibwe_munkamba@yahoo.fr	099998149
08.	Marcel KAPAMBWE	MINAGRI	Conseiller	kapambwe@yahoo.fr	0998910917
09.	LYDIE KASONIA	SYDIP	Chargée Déf. Paysans	masikalydie@yahoo.fr	0998386412
10.	Pascal LUZONZO DOPA	CAFE AFRICA RDC	Coordonnateur National	cafeafricardc@gmail.com	0998215928

Annexe 7 : Liste des Membres Actuels du Comite National de Suivi

N°	Noms et Prénoms	Institution	Fonctions	Contacts	
				Email	Téléphone
01.	THOMAS KEMBOLA	MINAGRI	Coordonnateur	tkejuni@yahoo.fr	00990011829
02.	Jean Cyrille BOZEME	ONC	Dir. Etudes		0815087799
03.	Joseph KATENGA	UNIKIN	Expert	joskatenga@yahoo.fr	0998299617
04.	YAMBA YAMBA Emile	ONC	DTA AGRO	emileyambayamba@yahoo.fr	0817226862
05.	Albert DIMANDJA	Expert	Expert		0813289815
06.	Daniel DIBWE MUNKAMBA	INERA	Chercheur	Dibwe_munkamba@yahoo.fr	099998149
07.	KAMUNGELE KISUMBA	Ets TSONGO KASEREKA	Exportateur, Directeur des Ets TSONGO KASEREKA	kamungele@gmail.com	0998910917
08.	Boniface TSHIANI	ONC	Directeur Commercial Adjoint	Bonitshia@gmail.com	0817177699

Annexe 8 : Liste de présences pour la validation de la stratégie par les comités provinciaux

Bas-Congo





RELANCE DE LA FILIERE CAFE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Objet : REVUE PARTICIPATIVE POUR LA VALIDATION DU DOCUMENT DE STRATEGIE DE RELANCE DE LA FILIERE CAFE PAR LE COMITE DE PILOTAGE DE LA PROVINCE DU BAS CONGO.

LISTE DE PRESENCE

Journée du 02.12.2010

N°	Noms et Prénoms	Structure	Fonction	Contacts	
				Téléphone	E-mail
1	MEABU MASUNBA	OCC	chargé des Export	0998523686	
2	N'SHINDI NYOTO II	O.N.C	DIRECTEUR	0999198208	meabuma@pcc-af.com
3	PATOLONGISO B. Amogh	O.N.C	chef de service	0993926716	patolongsiso@pcc-af.com
4	TABABA-LINKILO	ETG. LAKIA	PROPRIETAIRE	0991487939	linkilo@pcc-af.com
5	JOHN DUMBO - NGIMBI	Hôte 2 Basin	D. G.	0998531086	john.dumbo@pcc-af.com
6	HONORE DIPUNGI MBUNGI	FR LA GRACE	AD. PROPRIETAIRE	0998811709	honore@pcc-af.com
7	J. LONGO LUAVATA	ASTROFOL	chef de bureau P.P.V.	087856157	-
8	IN. ROYA PBOGA-NGOMA	AGRIPEL	Encadreur Techn.	0999932375	roya@pcc-af.com

9	SEKE - PANZU	ONATEA	Représentant de l'ONATEA	0998530625	
10	ANICET NGUNU MAMBA	OCEFREN	OCEFREN	099855510	
11	CONSTANT BANSUNGA	AMICUNGA	CEL	0777666775	
12	LOR NGOMANZITA	ADETRAF/COLO	TRANSIT-IMPORT/EXPORT	0813447825	
13	JEAN KAKA TAMPTU	CADC	AGENCE COMMERCIALE	0998580151 0897387324	jeantamptu@pcc-af.com
14	NES - KUBADIKA	SEALAND	ADG	0399953255 0838230061	nes@pcc-af.com
15	LIZONZO BOPA FALCAI	CBFC AFRICA	Coordonnateur	0895681225 0815615461	lfd@cafefr.com

Bandundu



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
PROVINCE DE BANDUNDU
Comité de Pilotage de la Filière Café-Cacao

RELANCE DE LA FILIERE CAFE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Objet : Revue participative pour la validation du document de stratégie
 de relance de la filière café par le comité de pilotage de la province de BANDUNDU
 Formulation du Plan de Mise en Œuvre et de la Feuille de Route

LISTE DE PRESENCE

Journée du 06.12.2010

N°	Noms et Prénoms	Structure	Fonction	Contacts	
				Téléphone	E-mail
1	WZONZO BINA RUSI	CAFE AFRICA DRC	Secrétaire	0812611178	pldca@proton.org
2	MUNZUNDU Thérèse	PREFEN	Secrétaire C.F.D	0997270105 0810523027	prefen@yahoo.fr
3	TUNIEKA MARC	C.P.B.	Président Comité de Pilotage	0997671010 0214523023	marctuniekab@yahoo.fr
4	KINBEKE ADIK	AFEGA	Conseiller	0998742336	kinbeke.adiko@yahoo.fr
5	KRWIDI ERWIL	C.P	Conseiller Encaisseur	0819366030	18/12/10
6	KWOMO Dany	C.P	Conseiller Encaisseur	081523486	kwomo@yahoo.fr
7	NE-A-ZIL	CARG	Secrétaire urbain de KIKWIT	0970773696	
8	MAFU JUSTINE	C.P Trésorière	Trésorière	0998140024	
9	KITOKO AMBRAM	Président des Tonneliers	Président	0813652508	
10	MAMBU INNOCENT	Indépendant	Pr. Général des Tonneliers	0815614844	
11	KWITU ERMOGA	LISOPA	Président des Tonneliers	0814016270	
12	HUM MABORO CARBOSO	St Cariboso	Responsable	0994818925	
13	MAMPUYA HAMED	ONCE	Technicien Encaisseur	0997909220	
14	HAMEU GOTE	Association des Vendeurs du Café	Présidente	0991363053	
15	Yamba Sylvain	ADKA	Encaisseur	0997367343	
16	OFOR FARIEN	Planteur d'INBOKO	Président	0817628935	
17					

Equateur Sud



Centre du
Commerce
International



MINISTRE DE L'AGRICULTURE



« RELANCE DE LA FILIERE CAFE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO »

Mission de validation du Document de Stratégie de la Filière Café par le

Comité de Pilotage de Mbandaka, Equateur Sud

Gemena, du 13 au 15 Décembre 2010

FICHE DE PRESENCE

Journée de Jeudi 16 décembre 2010

N°	Noms et Prénoms	Structure	Fonction	Téléphone	e-mail
1	MILAMBO Mbandaka	Chambre de Commerce et d'Industrie	Président	0938 113050 0558205483	chbrccie@yuhoo.fr
2	MOTENAE-JEAN	DNC	Rapporteur	0817226545 0158193613 0992881520	-
3	MOKINDO - Célestin	DNC	Membre	0877215384	-
4	Bolonzo - Iko ko	ONG	MEMBRE	0858100040 0810680280	Bolonzo@yuhoo.fr
5	JOSEPH KANANGILA	TAO	RAFFORTEUR adjoint	0858195004 0810582013	josephkanangila@gmail.com
6	KASIE REKA EMM	ONG	Président	0858129283 0998897624	-
7	Maman Bokotoles	Commission	Membre	0997575784	-
8	Mme MIREILLE - BETAY	Chambre de Commerce	Membre	0998297484	mireille@yuhoo.fr



Centre du
Commerce
International



« RELANCE DE LA FILIERE CAFE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO »

Mission de validation du Document de Stratégie de la Filière Café par le

Comité de Pilotage de GEMENA, Equateur Nord



Gemena, du 13 au 15 Décembre 2010

FICHE DE PRESENCE

Journée de mardi 14 décembre 2010

N°	Noms et Prénoms	Structure	Fonction	Téléphone	e-mail
1	Séverin SANA	CDI - BURUNDI	Chf de Centre	0817226955 0999378237	severin.sana @cdiburundi.org
2	MGBANGA S. Guillaume	MURAGORI	Inspecteur	0816962631 0992323722	-
3	Jac. Prolinebo	D.N.C.	Chf de Secteur	0810858019 0892089819	-
4	John LINTA	CDI BURUNDI	Chf de SDR	0992476704	johnlinta@cdiburundi.org
5	Celestin ABUBANGI	C.D.I.BURUNDI NORD	COORDINATEUR DE PRODUCTION	0817226222	cfr carte visite
6	Raymond ANEDA BISORO	CDI - BURUNDI	Chf de Centre	0812618238 0994431043	-
7	Patrick NGAMO INONGO	CDI BURUNDI	Directeur Régional	0810146249 0802190367	patrick.ngamo @cdiburundi.org
8	Anne-Marie Paolan	LA FOI	Présidente	0811741816	anne-marie.paolan @yahoo.fr
9	Monique SONGENGA	FOFAD	Présidente	0993622772 0815272725	monique.fofad @yahoo.fr
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					

Province Orientale

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
PROVINCE Orientale
Comité de Pilotage de la Filière Café-Cacao



Objet : Revue participative pour la validation du document de stratégie de relance de la filière café par le comité de pilotage de la Province Orientale et pour la Formulation du Plan de Mise en Œuvre de la province Orientale

Isiro, du 13 au 14 janvier 2011

LISTE DE PRESENCE

Journée du 13 Janvier 2011

N°	Noms et Prénoms	Structure	Fonction	Contacts	
				Téléphone	E-mail
1	UTUMBA Ndelele	Fec	1er VP	021508205	
2	AMENEYENI-KOKO	DNC	CHEF DE SECTEUR	0812654989	amenechenko@yahoo.fr
3	BOO BE-SOMBA	PLANTEUR	RESPONSABLE	0997131351	
4	LEKADIANO - GIALANGA	Planteur	" "	0998542874 0815026456	
5	ALEFE Theo	PLANTEUR - PRES. COM. Pilotage	ADMINISTRATEUR SOLIETE	0819906262	theofale@gmail.com
6	MOMBI Grégoire	UNIQUEL	ASSISTANT 1er VP	0815831020 0957794372	gregmombi@yahoo.fr
7	MATIS-ALEXO	PLANTEUR	" "	0811820824	
8	KINY LOKUMA	UNIQUEL	ASSISTANT	0810382354	lokumaremy@yahoo.fr
9					
10					
11					

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
PROVINCE du Nord Kivu
Comité de Pilotage de la Filière Café-Cacao

Objet : Revue participative pour la validation du document de stratégie de relance de la filière café par le comité de pilotage de la Province **N-Kivu** et pour la Formulation du Plan de Mise en Œuvre de la province du Nord Kivu

Béni, du 18 au 19 janvier 2011

LISTE DE PRESENCE

Journée du 19 Janvier 2011

N°	Noms et Prénoms	Structure	Fonction	Contacts	
				Téléphone	E-mail
1	MANASI KIMBA	D.N.C.	diradj	081 4737022	
2	Richard Ngamuhavira	FEC		0998298372	richardngamuhavira@yahoo.fr
3	Georgette MUKISI LUCAS	DNC	Chargée de liaison	0990666850 0811263449	danamp@yahoofr
4	MULUMBA WA KASONGE	DNC/Bani	chef de Sec Technique/Agriculture	0897626007 0813142194	mulumbaniloden@yahoo.fr
5	BALASIA NSHIDAKANO	GEFREM	chef de Bureau Technique	0994163679 0815712751	shandubal@yahoo.fr
6	KANDORO LUSILO	DNC/Beni	chef de Sec Financier	0815172933	monchandoleskwa@yahoo.fr
7	KATANGA TUMBA	DCC/Beni	chef de Sec exploitation	0998386078	bettykatanga@yahoo.fr
8	MULAIRO TSAULAH	BCC	EC	0920395019 0920399049	M2u
9	MAGRISHA NSEKA	D.N.C.	chef de Bureau Agro	0997776504	
10	PALUKU VISAGHAG	FOPAC/NA	Président	0994487588	B. Kio
11	Pamphile Vergheravati	Agripel/Beni	Agent/Agripel	0816865424	Vergheravati@yahoo.fr
12	CHANDAL KADISAVIRA	DGOA/Beni	chef de Bureau	0998523523	
13	Kambale KAMUNZIRE	Ena TSONGU	Directeur	0993471239	
14	HERMAN KATHEKENI	KASEREKA	Directeur	0811787923	
15	KABONDO KAMBUNU	D.N.C.	Agent	0811131350	
16	Jacques Paliku	BCCO FIKI	Adm.	0998680062	
17	KAMARU KASOMBO	R.F.D.NC		0998542844	
18	MASIKA YALIE	SYAIP	Secrétaire Général	+243 998386412	marikalydie@yahoo.fr

Sud Kivu

N°	Noms et Prénoms	Institution	Fonctions	Contacts	
				Email	Téléphone
01.	MUDEKEREZA JEAN	AFPDE	PRESIDENT	jmudep@yahoo.fr	0994155837
02.	MASUMBUKO Albert	IPAPEL KABARE	SECRETAIRE	Albertmas2007@gmail.com	0998689861
03.	NKUMIZAMA BOLA	ONC	Membre	oncbukavu@yahoo.fr	0815219659
04.	STEFANO DEFALLI	JT MBAYO	Membre		0993862892
05.	MUDEKEREZA OLIVE	ETS OLIVE	Membre		0999792722
06.	ZALUKA PIERRE	IPAPEL IDJWI	Membre		0999095869
07.	MUKUNINWA MWASSA	Chercheur	Membre		0997757376
08.	BUTOTO NAUM	UGEAFI	Membre	ugeafi@yahoo.fr	0819177448
09.	ESPERANCE MUDEGE	CULT. KABARE	Membre		0998917767

Annexe 9 : Principaux mécanismes de commercialisation du café

1. Les bourses

Il existe plusieurs bourses de café, y compris au Brésil, à Singapour, et en Éthiopie. Pour le marché international, les bourses principales sont celles de Londres (LIFFE) pour le café robusta, et de New York (ICE) pour le café arabica lavé. Le prix du marché de Londres est exprimé en dollars des États-Unis par tonne, et pour New York en centimes des États-Unis par livre (lb). Les prix pour les deux sont les prix pour un café en entrepôt dans un pays consommateur, soit en Europe soit aux États-Unis. Un lot de Londres est de 10 tonnes, et à New York de 37,500lbs (soit 17,010 kg).

Depuis environ 25 ans, les cours du café traités sur les marchés internationaux sont de plus en plus liés aux prix cotés sur ces bourses. Les prix sont exprimés en « différentiel » par rapport au prix de la bourse, en précisant s'il s'agit du prix FOB², CAF³, ou en entrepôt à destination.

2. Les marchés à termes

Aujourd'hui les prix de café sont de plus en plus exprimés en différentiel par rapport aux « marchés à terme ». Puisque les torréfacteurs se trouvent souvent sur des marchés extrêmement compétitifs, ils fixent en général le prix de leurs achats seulement lors de l'arrivée du café à l'usine. En achetant selon des contrats « prix à fixer » les torréfacteurs peuvent mieux gérer la volatilité du marché et garder leur compétitivité. Il revient donc aux fournisseurs, soit exportateur soit importateur, de gérer le risque des marchés volatiles en gérant leurs positions sur les bourses. Ceci demande une gestion financière importante, à cause des cautions et des appels de marges, et représente un des plus grands obstacles à la vente directe des producteurs à l'industrie torréfactrice.

3. Les marchés « Options »

A côté des marchés à terme, il existe également des marchés d'OPTIONS de Londres et de New York, qui y sont liés. Il y a les options appelés PUT et CALL, soit une option à la vente ou à l'achat. Une option est un droit, mais pas l'obligation, de vendre ou d'acheter un lot du marché à terme à une date future déterminée, et à un prix déterminé, qui s'appelle le « strike price ». Le calcul des prix des options est déterminé par plusieurs facteurs, tels que la durée de l'option (plus longue est plus chère), la volatilité, les attentes du marché, la liquidité du marché à certains niveaux de « strike price », etc.

4. Les Hedge Funds

L'implication depuis environ 15 ans de fonds de couverture, parfois spéculatifs, appelés « Hedge Funds », sur les marchés internationaux de matières premières les a rendus encore

² Franco Bord (...port d'embarquement convenu)

³ Coût, Assurance et Fret (...port de destination convenu)

plus volatiles qu'avant. Il ne s'agit pas ici d'analyser les effets positifs ou négatifs de ces « investisseurs », mais le contexte de volatilité ainsi créé pour les producteurs et exportateurs pose un réel problème, car il est difficile de se protéger des risques inhérents. En fin de compte, la spéculation se plie devant les faits fondamentaux de l'offre et de la demande, il convient donc de trouver une perspective de long-terme au milieu de la volatilité du marché.

Annexe 10 : Évolutions récentes sur la chaîne de valeur internationale du café

La chaîne de valeur du café a subi une restructuration majeure au cours de ces deux dernières décennies. Les organisations de producteurs ont perdu une grande partie de leur pouvoir en raison de l'abolition du régime des quotas et de la libéralisation du marché intérieur. Une pression s'est exercée sur les négociants locaux en raison de la présence plus active des multinationales dans les achats sur le marché local. Ces négociants et exportateurs ont eux-mêmes entrepris une restructuration considérable. Les négociants de taille moyenne se sont vus évincés par les plus grands. De fait, certains ont fait faillite, d'autres ont fusionné ou ont été absorbés par des négociants plus importants. On a vécu la même tendance dans les pays consommateurs au niveau des importateurs/négociants, et de l'industrie de torréfaction. Mis à part quelques exceptions, il y a eu peu d'intégration verticale entre les torréfacteurs et les négociants internationaux.

1. Le commerce du café devient de plus en plus concentré

Le niveau de concentration sur le marché des torréfacteurs a atteint un niveau encore plus élevé que celui des négociants. Certains torréfacteurs sont encore en mesure de maintenir une position de pouvoir relative aux distributeurs, surtout ceux qui détiennent les marques les mieux connues. C'est grâce aussi à la nature particulière du café dans le commerce de détail et le fait que, dans plusieurs marchés de détail, le café ordinaire est vendu avec une faible marge, voire à perte. Le plus grand pouvoir est de plus en plus détenu par la grande distribution, où les *centrales d'achat* dominent le marché de distribution de l'alimentation dans les pays consommateurs. En revanche, les cafés spéciaux affichent des marges plus élevées au niveau de la vente au détail. Cependant, les marques propres aux supermarchés n'ont pas été en mesure de véritablement percer sur le marché des cafés spéciaux. Par exemple, les marques de « qualité supérieure » ont tendance à dominer le marché haut de gamme dans les chaînes de grande distribution.

2. Évolution des produits à valeur ajoutée

Il existe plusieurs possibilités d'ajouter de la valeur au produit d'exportation. La plus importante demeure l'amélioration de la qualité du café vert marchand.

a) Café commercial – qualité améliorée

La demande pour le café commercial sur le marché international reste la plus forte car le torréfacteur prépare ses mélanges sur la base de ce café suivant sa disponibilité de diverses origines. Il doit maintenir tout au long de l'année une qualité homogène et consistante, ce qui n'est pas facile avec la diversité des origines et des périodes de récolte.

On estime que la qualité du café marchand dépend à 40% des pratiques agricoles, 40% de la cueillette et du traitement poste-récolte, et 20% du conditionnement avant exportation. Il existe donc d'importantes possibilités pour ajouter de la valeur au café au niveau du producteur à travers différents moyens suivant :

- le bon entretien du verger (absence de grains piqués, scolytes, etc.) ;
- les bonnes techniques de récolte (cueillette des cerises mûres seulement) ;

- la bonne organisation du séchage (aires de séchage ou bâches, pour éviter un séchage au sol) ;
- le bon séchage (à 12,5% d'humidité).

L'application de ces techniques résulte dans un café d'une qualité nettement améliorée par rapport aux normes souvent rencontrées. Ces techniques ne demandent que très peu d'investissement matériel, mais demandent tout de même un investissement dans le renforcement de capacités des planteurs. Il va de pair que le marché doit rémunérer cette meilleure qualité, ce qui n'est pas toujours le cas. Bref, l'organisation du marché interne reste une préoccupation pour atteindre cette amélioration de la qualité.

b) Café « fully washed »

Une autre possibilité d'augmenter la valeur du café est de produire du café « fully washed » - c'est-à-dire traité par la voie humide. Ce traitement était traditionnellement réservé pour les arabicas du Kivu, bien qu'en Equateur il y avait une production en plantation de cafés robusta « fully washed » depuis les années 1960, qui avait une excellente réputation sur le marché italien.

Il y a environ 10 à 15 ans un système écologique pour le lavage du café, robusta et arabica, a été développé en Amérique Latine. Ce système écologique utilise des quantités réduites d'eau et évite l'étape de la fermentation dans le traitement (qui est l'étape la plus difficile à maîtriser). En plus, le prix des machines est à la portée des entrepreneurs en milieu rural.

Un projet pilote au Cameroun est en train de tester cette technologie écologique ainsi que le potentiel commercial du robusta lavé, et ces machines écologiques sont largement installées dans les pays voisins de l'Afrique de l'Est. Les résultats économiques du lavage sont généralement plus sûrs pour l'arabica que le robusta : une amélioration nette de la qualité de l'arabica donne des prix d'environ 15 à 25% plus favorable pour le produit fini sur le marché international⁴.

c) Cafés certifiés

Le café dit « durable » conquiert petit à petit l'attention du monde, après avoir enregistré une croissance spectaculaire depuis les années 2000. D'après les dernières estimations, le marché des « produits durables » représente environ 5,5% des exportations de café, contre à peine 1% en 2003. Entre autres il existe les certifications « organique/bio », « commerce équitable »,

« Rainforest Alliance » et « Utz-certified ».

Ces dernières années ont aussi été marquées par l'élaboration de normes privées sur la durabilité à l'initiative de torréfacteurs, tout d'abord avec les Pratiques C.A.F.E de Starbucks et ensuite avec le Programme de qualité durable AAA de Nespresso.⁵ Enfin, l'Association 4C

⁴ Une partie de ce prime est utilisée pour les frais de gestion de la station de lavage, et une partie est retournée aux planteurs. On espère qu'à travers ces stations de lavage et un contact plus proche avec les planteurs, il sera possible d'apporter aussi un appui agronomique avec des résultats positifs, à la productivité et la qualité du verger caféier.

⁵ AAA de Nespresso entendait à l'origine de soumettre les pratiques agricoles à un code de conduite, mais à partir de mai 2009, l'objectif du programme est pour toutes les exploitations participantes (environ 25 000) soient certifiées par le « Rainforest Alliance ».

(Code Commun de la Communauté du Café) gère un code de conduite volontaire à l'échelle de la filière, basé sur une liste de 28 principes et de 10 pratiques inacceptables.⁶

Malgré l'augmentation des certifications de durabilité et des codes de conduite, il est difficile de dire quels types d'avantages pourront dégager les bénéficiaires ciblés, à savoir les producteurs de café et leurs communautés. Une nouvelle étude⁷ suggère que les performances par rapport aux indicateurs sociaux, environnementaux et économiques sont extrêmement variables, en fonction du lieu géographique et du type de certification. Dans l'ensemble, les exploitations certifiées semblent mieux s'en sortir en termes de revenus, même si dans certains cas la différence avec les exploitations conventionnelles peut s'avérer minime.

À peine plus de 50% des exploitations ont déclaré avoir obtenu un meilleur accès au marché grâce à la certification. Jusqu'à présent, peu d'éléments tendent à prouver que la certification a eu des effets significatifs sur l'environnement, du moins au cours des premières années, à l'exception d'une meilleure gestion de la pollution. S'agissant des indicateurs sociaux, les exploitations certifiées semblent fournir de meilleures conditions de travail, de santé et de sécurité, de meilleures relations entre les employés et mieux respecter la législation du travail (ces constatations s'appliquent principalement aux exploitations d'État, pas aux petits exploitants).

d) Café Organique / « Bio »

Les chiffres pour le café « bio » sur le marché international varient beaucoup. En 2007/08 l'OIC a estimé le total du café « bio » à environ 37,000 tonnes, mais en 2008, on estimait les importations du café « bio » aux États-Unis et au Canada à environ 40,000 tonnes. Les importations en Europe sont estimées à environ 2% du total, avec la plus forte demande en Allemagne, Royaume-Uni, France, Pays-Bas, et Scandinavie. Il s'agit d'un marché de niche, avec un relativement bon taux de croissance, mais qui reste, malgré tout, très limité, avec des primes qui varient selon les origines et qualités, mais se situent normalement à environ 5 à 15% du prix du café normal.

Bien qu'il existe une bonne partie de la production dans les pays d'Afrique qui est produite sur une base « biologique », elle ne peut malheureusement pas être proposée sur le marché international en tant que telle sans avoir la certification d'une agence reconnue. Celles-ci exigent des inspections sur plusieurs années afin de vérifier que la production suit les normes d'une production « biologique ». La procédure prend 2 à 3 ans et elle est très coûteuse pour le producteur.

En plus, dans un monde qui connaît de plus en plus de pression sur les productions agricoles pour atteindre des bons niveaux de productivité, les dernières études indiquent que le café produit sur une base « biologique » n'est pas forcément meilleur pour l'environnement, l'« empreinte carbone » est presque identique pour le café normal et le café « bio ».

⁶ En juin 2009, l'Association 4C a déjà vérifié la conformité au code de conduite de 48 unités dans 16 pays, l'évaluation de 25 autres unités étant en cours. Une unité est une entité de gestion pouvant remplir au moins un conteneur de café (généralement des groupes de producteurs, des coopératives, des usines se chargeant de la mouture du café ou des exportateurs). La capacité de production totale de ces unités s'élève à 8,8 millions de sacs. L'Association 4C a développé un système d'étalonnage avec Rainforest Alliance, grâce auquel la certification Rainforest Alliance est équivalente à des pratiques conformes au code de conduite 4C, mais pas vice versa.

⁷ Giovannucci et Potts (2008) présentent les résultats d'une enquête préliminaire menée auprès de plus de 50 exploitations de café certifiées par une des principales initiatives suivantes: biologique, commerce équitable, Rainforest Alliance, Utz-certified, pratiques CAFÉ de Starbucks et le 4C.

e) Café « Fair Trade » – Commerce Équitable

La certification « commerce équitable » peut aussi générer une valeur ajoutée pour certains producteurs. Seuls ceux qui sont membres d'une coopérative ou d'une association de producteurs sont éligibles, et comme pour le café « biologique », il s'agit d'un programme de certification à tous les niveaux de la production ainsi qu'au niveau de la gestion de la coopérative impliquée dans le système. La certification demande normalement une période de 1 à 3 ans pour qu'un groupe soit accepté, et doit être répétée chaque année.

La part du marché du « commerce équitable » reste toujours relativement faible, estimée à environ 1% du marché total en Europe, avec environ 3 à 5% aux Pays-Bas et en Allemagne, et environ 7% en France.

Le prix du « commerce équitable » est fixé à un certain niveau, qui tient compte du coût de la production. Pendant des périodes de bas prix, ceci représente un net avantage pour les producteurs membres de coopératives certifiées, mais lorsque les prix du marché sont élevés (tels que ceux de novembre 2010) l'avantage devient relativement faible.

f) 4 – C : Common Code for the Coffee Community

L'association 4-C a été créée par un groupe des principaux torréfacteurs, importateurs, producteurs et la société civile en vue d'établir un standard global pour le café « durable » (sustainable). Le système 4-C se distingue des certifications telles que Utz ou Rain Forest Alliance, car :

- Il s'agit d'un système de vérification conformé aux pratiques de la production, un système établi pour les planteurs basé sur les normes établies pour une production durable
- On ne préconise pas de prime pour le café vérifié.
- Les coûts de la vérification sont en grande partie supportés par l'industrie.

Jusqu'à présent, il n'y a pas de grandes quantités de café 4-C achetés autant par les consommateurs, mais il semble probable que d'ici 2 à 3 ans, les grandes industries commenceront à demander que tous leurs achats soient du café « durable ».

g) Indication Géographiques

Un autre outil qui ajoute de la valeur au café -- tout en bénéficiant aux producteurs -- est le développement des indications géographiques (IG). Un séminaire de l'OIC organisé en mai 2008 a débattu du potentiel et du défi de la mise en place d'IG pour le café. Les principaux résultats de cette discussion sont que les IG :

- Peuvent être des outils puissants pour dresser le profil de certaines régions et offrir des avantages considérables ;
- Doivent compléter les marques privées et non les remplacer ;
- Requièrent un engagement de ressources à long terme ;
- Peuvent mettre à profit la richesse des connaissances et l'expérience sur le terrain des pays producteurs

Comme signalé dans le troisième point ci-dessus, il faut un engagement des ressources à long terme. Pourtant, il faut analyser les avantages et désavantages d'un programme IG.

h) Café torréfié et moulu

La transformation en café prêt à la consommation représente une valeur ajoutée pour ceux en mesure de faire la torréfaction, la mouture, l'emballage et la distribution nécessaire. Mais ce produit demande des larges investissements et des conditions de production particulières pour être compétitif.

Il existe trois niveaux de marché pour le café torréfié, et dans chaque niveau une multiplicité de possibilités en termes d'offre et d'approche au marché.

Marché domestique

Bien que la consommation soit faible dans la majorité des pays de la CEEAC, il existe néanmoins deux marchés principaux :

- le marché de café haut de gamme, d'une bonne qualité et d'emballage, ciblés aux clients de la classe moyenne,
- le marché populaire, d'un produit à bas prix, ciblés à une population à faible revenu et avec une forte volonté de boire du café.

Un élément important pour ce qui concerne le marché interne est la « formation » de la population au goût du café, afin d'apprendre comment apprécier le produit.

En RDC, la majorité des torréfacteurs sont plutôt des entreprises artisanales, où le marché principal est un marché populaire à un prix très bas. Alors le produit et l'emballage sont forcément d'une qualité moyenne.

Bien qu'il serait indiqué de voir un programme progressif d'amélioration de l'offre sur le marché se développer, il semble important de ne pas perdre de vue la réalité d'une population avec un pouvoir d'achat souvent très restreint. La disponibilité d'un café torréfié, bien que bas de gamme, est important pour encourager une croissance de la consommation.

Marché régional

Certains torréfacteurs de la région sont déjà bien implantés sur les marchés sous régionaux, mais il reste beaucoup à faire dans ce domaine. Certains marchés café dans la région offrent des possibilités de croissance, notamment ceux du Tchad et Nigéria. Le Nigeria, ayant une importante population, représente un marché avec un très grand potentiel pour des cafés à tous les niveaux de qualité et prix. Une des difficultés sur le marché sous régional reste la

concurrence des importations des grandes marques de café de l'Europe et de l'Afrique du Sud. Même à Kinshasa dans les grandes surfaces on trouve plusieurs offres de café importé de l'Europe.

Marché international

Le plus grand défi du marché international pour le café torréfié est l'énorme diversité des marchés (par exemple, dans l'Union Européenne : 27 pays, autant de langues, et une diversité de goût même entre régions dans le même pays), le coût de la publicité, la difficulté de garder une qualité stable pendant toute l'année d'une seule origine, les difficultés techniques de conservation du produit torréfié (qui n'a pas de stabilité en qualité sauf un emballage sophistiqué et coûteux), et la logistique de la distribution.

Notons aussi que malgré l'absence des droits d'entrées pour le café vert, il existe des taxes sur le café torréfié, ce qui décourage aussi les activités de transformation dans les pays d'origine.

Tableau 9 : Droits à l'importation de certains marchés traditionnels

	Café vert	Café torréfié
Communauté Européenne	Droit NPF consolidé dans le cadre du GATT 0% Régime NPF statutaire 0% PMA 0% APE 0%	Droit NPF consolidé dans le cadre du GATT 7,5% Régime NPF statutaire 7.5% SGP 2,6% PMA 0% APE 0%
Japon	0%	Droit NPF consolidé dans le cadre du GATT 12% Régime NPF statutaire 12% SGP 10% PMA 0% Généraux 20%
États-Unis	0%	0%

Source: ICO 2008

i) Café soluble

La consommation de café soluble concerne pour la plupart les nouveaux marchés consommateurs (Europe de l'Est, Asie, Russie), bien que la Grande Bretagne, qui s'est habitué au goût du soluble après la deuxième guerre mondiale, reste également fidèle à ce type de café, avec environ 75% de sa consommation. Les plus grands producteurs sont l'Union Européenne, le Brésil et l'Inde, mais il existe également des usines de transformation dans plusieurs pays consommateurs, et quelques pays producteurs. En Afrique, à part l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire dispose d'une usine Nestlé de café soluble, et en Tanzanie, une petite unité de Tanica à Bukoba.

A titre indicatif, les États-Unis importent environ 36,000 tonnes de café soluble chaque année, et l'Union Européenne exporte environ 40,000 tonnes.

Il existe deux procédés principaux pour la production. Le système de « spray-drying » passe par l'extraction sous-pression d'un liquide du café (torréfié et moulu), et puis séché dans un tour de séchage. Ce système est utilisé pour la plus grande partie de la production, mais pour la production d'une qualité supérieure où le goût du café (surtout de l'arabica) est mieux conservé, on utilise le système de lyophilisation. Ce dernier est plus coûteux, et utilisé

seulement pour les meilleures qualités de café soluble. Souvent, après séchage, la poudre est agglomérée.

La production de café soluble demande un investissement important en équipement, et consomme beaucoup d'eau de bonne qualité, et d'énergie. Le prix de l'énergie est un élément clé de sa rentabilité.

j) Exportation en « vrac »

Dans sa majorité, le café est exporté en grains verts, emballés en sacs de jute de 60 kg net et dans des conteneurs 20', qui chargent entre 18 et 19 tonnes de café marchand. La tendance consiste à exporter de plus en plus en conteneurs en « vrac » - c'est-à-dire avec un grand sac à l'intérieur du conteneur et les grains soufflés dedans. Un conteneur en vrac peut charger jusqu'à 21,6 tonnes de café marchand. De plus, ceci favorise la qualité, et économise l'emballage et le fret maritime.

k) Crédits carbone

En vue de l'importance actuelle du débat sur le changement climatique, il y aurait éventuellement un marché à examiner dans la vente de « crédits carbone » associés aux vergers café sur le marché international. C'est un marché relativement récent, et la réglementation pour la valorisation de la séquestration du carbone est très complexe. Par exemple, afin de bénéficier des « crédits carbone » le planteur doit pouvoir démontrer ses droits de propriété à travers son certificat de titre pour sa terre, mais puisque dans beaucoup de cas la terre en milieu rural n'a pas encore été cadastrée les paysans n'ont pas de certificats. En tout cas, c'est un volet à suivre, car il s'agit d'un marché en pleine évolution.

Annexe 11 : Estimation possible des coûts de mise en œuvre de la stratégie par les membres du Comité National de Suivi

« La nouvelle stratégie de relance de la filière café est un programme ambitieux, lequel, par les différents projets qui le composent, fait de la caféiculture congolaise une culture durable génératrice de recettes pour l'Etat, de revenus pour les producteurs et représente une source de développement socio-économique pour le pays.

Le coût de la relance de la caféiculture congolaise, basé sur les principales activités reprises dans le plan de mise en œuvre de la stratégie pour les cinq prochaines années, est estimé à environ 100 Millions de \$US.

Le financement des activités de la stratégie est fondé sur les contributions des parties intéressées au redressement de la caféiculture congolaise:

- *Projet soumis par l'ONC à l'OIC pour financement CFC ;*
- *Contribution ONC ;*
- *Contribution du Gouvernement congolais ;*
- *Contribution des partenaires extérieurs (à définir). »*

Annexe 12 : Liste indicative des projets prioritaires identifiés dans le cadre de la stratégie

N°	DESIGNATIONS	REFERENCE DE MISE EN OEUVRE	PROVINCES					
			EQUATEUR	BANDUND U	PROVINCE ORIENTALE	BAS-CONGO	NORD-SUD KIVU	KASAI ORIENTAL
01	Réhabiliter les structures et renforcer les capacités de recherche	121	X	X	x	X	X	
02	Augmenter le nombre de variétés à améliorer et à diffuser	123	X	X	X	X	X	X
03	Renforcer et étendre les structures de production, de multiplication et de diffusion du matériel végétal performant (CMMV)	111	X	X	X	X	X	X
04	Appui à la régénération du verger caféier	132	X	X	X	X	X	X
05	Renforcement des services de la vulgarisation	151	X	X	X	X	X	X
06	Approvisionnement régulier en intrants agricoles (outillage, engrais et pesticides)	114	X	X	X	X	X	X
07	Gestion intégrée des maladies et ravageurs et mise en place d'un programme de surveillance continue des maladies	192 et 191	X	X	x	X	x	x
08	Promouvoir le traitement par voie humide par la construction des stations de lavage	221	X	X	X	X	X	X
09	Appui à la construction des aires de séchage	212	X	X	X	X	X	X
10	Appui à la réhabilitation et construction des unités de traitement	252	X	X	X	X	X	X
11	Promouvoir la torréfaction et la consommation locale par l'appui à l'équipement et à l'installation des kiosques	235	X	X	X	X	X	X

Annexe 13: Bibliographie de rapports complémentaires sur le secteur café en RDC

01. Rapport diagnostic SECID-2005/2006 sur les études des Filières café robusta-cacao en RDC ;
02. Rapport final SECID-2006 sur les stratégies de relance des filières café robusta-cacao en RDC ;
03. Rapport final EXPERCO-2006 sur les stratégies de relance des filières café arabica-thé-quinquina en RDC ;
04. Stratégie de développement de la filière café au Cameroun (octobre 2009) ;
05. Etude du Secteur Agricole/RDC, version finale 2009 ;
06. Plan triennal 2008-2010 de l'Office National du Café « ONC » volets production, transformation et commercialisation du café.
07. Rapport synthèse des ateliers provinciaux organisés par le Ministère de l'Agriculture et CAFE-AFRICA International sur les filières sur les filières café-cacao dans 6 points focaux (Boma, Kikwit, Mbandaka, Béné, Isiro et Gemena) du 13/8 au 22/9/2009.
08. Rapports des commissions production, transformation, commercialisation de l'atelier conférence national sur les filières café-cacao tenu à Kinshasa du 27 au 29/01/2010 et organisé par le Ministère de l'Agriculture et l'office National du café ;
09. Statistiques de la production des exportations et de la consommation locale du café en RDC (ONC : 1988-2009) ;
10. Plan quinquennal 2003-2007 de l'office National du Café, plans sectoriels/volets production, transformation et commercialisation ;
11. Le journal des CARG, septembre 2009, pages 24, 25, 28, 29 ;
12. Mémento de l'Agronome, 3^{ème} édition 1980, pages 843 et 864 ;
13. Etude sur la promotion de la consommation locale du café en RDC (ONC : 1999).